



**HAL**  
open science

## Mogadiscio dans la guerre civile : rêves d'Etat

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. Mogadiscio dans la guerre civile : rêves d'Etat. Les Études du CERI, 2000, 69, pp.1-36. hal-01011372

**HAL Id: hal-01011372**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01011372>**

Submitted on 23 Jun 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Études du CERI  
N° 69 - octobre 2000

**Mogadiscio dans la guerre civile :  
rêves d'Etat**

**Roland Marchal**

# Mogadiscio dans la guerre civile : rêves d'Etat

Roland Marchal  
CNRS/CERI

Mogadiscio fait aujourd'hui figure de ville fantôme, régie par l'insécurité, les mafias – islamistes ou non – et les criminels de toutes sortes. En constatant leur échec lors du retrait des forces internationales en 1995, les responsables des Nations unies avaient pronostiqué avec amertume l'effondrement total de la capitale somalienne dans l'anomie et les pénuries. Le maigre tissu urbain ne s'était, à leur sens, reconstitué qu'à la faveur de la forte présence étrangère, et grâce aux ressources considérables qui y avaient été injectées. Or Mogadiscio n'a pas disparu, et joue même un rôle de plate-forme de transit pour le commerce régional. Deux facteurs expliquent, à notre sens, la permanence du rôle de Mogadiscio.

D'une part, parier sur sa disparition, c'était faire peu de cas de la fonction historique qu'ont eue les cités de la côte de l'Océan indien<sup>1</sup>. Avant la colonisation, elles servaient d'interfaces entre les économies-mondes moyen-orientale, asiatique ou européenne, et l'intérieur du continent. Mogadiscio a tenu ce rôle jusqu'à la guerre civile, avec des périodes de plus ou moins grand développement. De plus, la cité avait déjà été confrontée à de telles crises au cours de sa longue histoire<sup>2</sup>. Au début du XVI<sup>ème</sup> siècle,

---

<sup>1</sup> G. Freeman-Grenville, *The East African Coast : Selected Documents from the First to the Earlier Nineteenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

<sup>2</sup> Article « Muqdishu » in *Encyclopédie de l'Islam*, Paris & Leiden, Brill & Maisonneuve-Larose, 1956.

une importante migration Hawiye<sup>3</sup> avait renversé la monarchie arabe qui gouvernait alors la ville. Bien que les descriptions des historiens arabes mettent l'accent sur la destruction de la cité et le massacre de sa population, il semble plutôt que les nouveaux arrivants aient trouvé rapidement l'apaisement et se soient sédentarisés<sup>4</sup>. Certes, la vieille élite fut pour l'essentiel écartée et souffrit considérablement, mais certains de ses segments continuèrent de jouer un rôle de premier plan au niveau économique et même administratif.

Le second facteur, source permanente d'étonnements pour l'observateur attentif de la recomposition urbaine de Mogadiscio, est son mode de gouvernement, à la fois fantôme et pluriel. On peut à bien des égards reprendre pour fonder notre analyse les conclusions d'un texte de J. Leca éclairant un tout autre propos, à savoir celui des changements du gouvernement démocratique<sup>5</sup>. J. Leca écrit : « l'explication de cette incohérence apparente, par laquelle un gouvernement vante ceux qui ne lui obéissent pas, et déclare avec autorité qu'on peut ne pas obéir à l'autorité, pourrait sans doute être recherchée dans les nouvelles formes de la gouvernance démocratique, où le gouvernement, quelle que soit sa couleur, est de moins en moins séparé de la société, l'ensemble étant devenu un système de réseaux où se mêlent étroitement acteurs privés et publics au point que le titulaire du rôle public de "gouvernant" a de plus en plus de mal à séparer ses valeurs identitaires en tant que respectivement "personne privée", citoyen, politicien professionnel et membre du gouvernement. On se trouverait en présence du processus [d]énoncé par Carl Schmitt sous le nom d'"Etat pluraliste des partis" fusionnant l'Etat et la société, tout en fragmentant l'ensemble en constellations d'intérêts dont la satisfaction est la condition de la légitimité de cet "Etat" à la fois "total" et faible, faible parce qu'il est "total" ». Cette description pourrait à bien des égards correspondre aux diverses tentatives de gouvernement de la capitale somalienne depuis 1991. Un tel rapprochement est singulier, et mérite qu'on l'explicite.

Mogadiscio partage avec d'autres cités du tiers-monde (Brazzaville, Freetown, Kaboul, Grozni, Sarajevo dans une liste qui tend à s'allonger à chaque nouveau conflit) le douteux privilège d'être une ville suppliciée par la guerre. Si l'on en croit la plupart des observateurs, la capitale somalienne a vécu – mise à part une courte période d'accalmie durant l'intervention internationale sous mandat des Nations unies entre décembre 1992 et mars 1995 – les neuf dernières années sans la moindre administration ni la supervision, fût-elle *a minima*, d'un Etat. Ce qui signifie que l'anarchie, la violence et le chaos ont régné sur l'espace urbain et que l'ancienne capitale est demeurée dans une situation hobbesienne, où la vie humaine était, de tous les biens, celui qui avait le moins de valeur.

Ce point de vue est corroboré par de nombreux faits. Après une dégradation croissante de la sécurité dans la capitale somalienne durant la seconde moitié des

---

<sup>3</sup> Il s'agit d'une des grandes familles claniques somalies. La population de la région incluant la capitale est majoritairement issue de cette famille.

<sup>4</sup> A. A. Hersi, *The Arab Factor in the Somali History. The Origin and Development of Arab Enterprises and Cultural Influences in the Somali Peninsula*, Ph.D., Université de Californie, 1977.

<sup>5</sup> J. Leca, « "Mourir pour la patrie" ? Métamorphoses du républicanisme », *Commentaire*, n° 87, automne 1999, pp. 733-737.

années quatre-vingt, les incidents armés meurtriers se sont multipliés en 1990 jusqu'au soulèvement émeutier de la capitale le 30 décembre. Une guerre rangée d'une extrême violence a alors mis aux prises pendant plus de trois semaines les partisans du régime de Siyad<sup>6</sup> Barre et l'immense majorité de la population urbaine appuyée de façon croissante par des combattants, les *mooryaan*<sup>7</sup>, venus des régions périphériques. Le départ en bon ordre des troupes et milices fidèles à Siyad Barre vers le sud du pays, le 26 janvier 1991, ne s'est pas traduit par une normalisation de la situation. Le pillage et les règlements de compte se sont succédés sans qu'aucun dirigeant ne s'y oppose vraiment. Ce qui, de toute manière, n'aurait eu aucun effet tant la rage des habitants était grande, et le contrôle exercé sur les combattants minime. Malgré les pressions exercées par les fidèles de l'ancien président sur les régions méridionales entraînant des crimes et des massacres dans chaque camp, un calme précaire a néanmoins fini par s'installer, même si des incidents très sérieux et de durée croissante ont éclaté en mars, juin et septembre 1991 entre partisans des deux grands dirigeants de faction Hawiye<sup>8</sup>, Ali Mahdi Mohamed – élu Président une première fois par ses proches le 28 janvier puis une seconde fois lors de la Conférence de Djibouti en juillet 1991 – et le général Mohamed Farah Aydiid. Mais une seconde tragédie s'est jouée à partir de la mi-novembre, car une nouvelle bataille rangée, de plus grande ampleur encore que la première, a alors ravagé la capitale, notamment son centre historique, pour ne s'achever qu'avec un cessez-le-feu signé sous les auspices internationaux le 3 mars 1992. Aussi peu conclusive que la première, cette guerre entre les apparents vainqueurs a entériné une division de la capitale en deux zones pratiquement homogènes politiquement, le Nord contrôlé par Ali Mahdi et le Sud par le général Aydiid, séparées par un *no man's land* livré aux bandits. Cette partition de fait de la capitale a été une première fois atténuée en janvier 1994<sup>9</sup> mais a subsisté jusqu'en 1999.

Envahie par les populations affamées du Sud, notamment des régions de Bay et Bakool, durement frappées par la sécheresse et la guerre qui a rendu impossible la mise en œuvre des stratégies de survie traditionnelles, Mogadiscio a paru agoniser pendant l'été et l'automne 1992 alors que la présence internationale s'affirmait peu à peu. On ne rappellera pas ici les conditions qui présidèrent à l'intervention onusienne sous direction américaine de décembre 1992, suivie à partir de mai 1993 d'une seconde opération onusienne dotée d'un mandat plus ambitieux (rien de moins que la reconstruction de

---

<sup>6</sup> Bien que la langue somalie utilise un alphabet latin, on utilisera dans cet article une version simplifiée pour faciliter la lecture. « Siyad » s'écrit en fait « Siyaad », « Aydiid » « Caydiid » ou « Ceydiid », etc.

<sup>7</sup> Sur l'involution de ce groupe social, dont les membres furent un temps considérés comme des combattants de la liberté puis comme des prédateurs absolus, voir R. Marchal, « Formes de la violence dans un univers urbain : les mooryaan de Mogadiscio », *Cahiers d'études africaines*, n° 130, 1993, pp. 295-320.

<sup>8</sup> Afin de ne pas compliquer la lecture pour les non-spécialistes, dans la mesure du possible les noms de clans ne seront pas mentionnés. Si la lisibilité y gagne, l'analyse de certains événements ou de certaines logiques politiques y perd en profondeur.

<sup>9</sup> Grâce à un accord clanique entre les sous-clans Hawiye qui constituaient l'essentiel du soutien militaire des deux rivaux, Ali Mahdi Mohamed et Mohamed Farah Aydiid. A bien des égards, cette division après 1995 est plus vivace dans l'esprit des gens que dans sa matérialité.

l'Etat)<sup>10</sup>. Pendant quelques mois, le miracle a semblé devenir réalité : la situation s'est normalisée, la population urbaine a retrouvé ses marques, l'activité économique a redémarré sur une grande échelle. Mais début juin, l'assassinat de casques bleus pakistanais, qui succédait à une émeute en février, a enclenché à nouveau une dynamique de crise violente qui, mal maîtrisée par les Etats-Unis et les Nations unies, a débouché sur la mort d'une vingtaine de soldats américains (et des centaines de Somaliens) en octobre 1993, le retrait américain et l'échec annoncé de toute l'intervention internationale. De fait, malgré la présence d'un nombre impressionnant de casques bleus dans la capitale, des incidents violents opposant les partisans du général Aydiid à d'anciens alliés se sont déroulés en avril et mai 1994 sans aucune réaction.

Le départ des Nations unies à la fin de février 1995 a été célébré par le pillage de la grande et presque luxueuse base qu'elles avaient construite. Si la situation s'est détériorée à bien des niveaux, elle n'a pas reproduit celle qui prévalait en 1992. Mais l'ordalie n'était pas encore à son terme. Durant le printemps 1996, de nouveaux combats à l'arme lourde opposèrent les hommes du général Aydiid à ceux d'un de ses anciens alliés, Osman Ato. Le général Aydiid, qui s'était proclamé président en juin 1995, fut mortellement blessé lors d'une attaque et mourut en août 1996. Si un calme précaire s'instaura dans le Sud de la capitale, c'est au Nord que le très fragile ordre factionnel vacilla à partir de l'automne 1997, dans la confrontation contre les milices des tribunaux islamiques, qui dégénéra rapidement en affrontements claniques. A partir du début 1998, malgré des incidents quelquefois très violents, les conflits furent nettement plus rares et le plus souvent le fait de bandits ou de chefs de guerre qui entendaient davantage faire une démonstration de force qu'initier une nouvelle bataille.

Deux anecdotes permettent de saisir tant la permanence d'une situation que ses considérables modulations. Il ne s'agit pas de l'expression de deux situations différentes mais au contraire de deux aspects d'une même situation, qui peut sembler paradoxale, mais qui est tout à fait réaliste et « rationnelle » dans le contexte où elle s'exprime.

Août 1991. Quelques jours après une arrivée tumultueuse<sup>11</sup> dans la capitale somalienne, l'auteur de ces lignes est invité à déjeuner chez des amis somaliens qui habitent dans l'une des zones les plus anciennes et les plus centrales de la ville. Le repas semble délicieux, il va se révéler épicé. A peine est-on passé à table que plusieurs rafales d'armes automatiques, suivies par des cris, troublent sa sérénité. L'échange de coups de feu se poursuit et semble même se rapprocher ; pourtant l'hôte continue de manger et ne s'interrompt que lorsque l'invité fait vraiment triste mine. Un sourire d'excuse précède l'explication. Un ministre (du gouvernement Ali Mahdi) tente en vain de reprendre possession d'une maison gouvernementale occupée par des déplacés qui n'entendent pas céder la place au nom du respect de l'autorité. Mais l'inquiétude n'est pas de mise : le conflit ne peut dégénérer, car les protagonistes sont claniquement très proches. De fait, après quelques palabres entrecoupées de rafales, le ministre et ses gardes jettent l'éponge et retournent vers leur président, en quête d'une nouvelle demeure...

---

<sup>10</sup> Pour la vision onusienne de cette histoire, on se reportera à, Department of Public information (United Nations), « The United Nations and Somalia 1992-1996 », New York, *The United Nations Blue Books Series*, Vol. VII, 1996.

<sup>11</sup> Difficile en effet d'imaginer *a priori* que le moyen le plus efficace de chasser des enfants d'une piste d'aéroport est de tirer quelques coups de kalachnikov en l'air...

Mars 2000. Encore une invitation, dans un ancien dépôt situé dans la zone industrielle, une partie de la ville qui a été peu sûre pendant les années de guerre civile et particulièrement dangereuse lors de la crise de l'été et de l'automne 1993. Il s'agit d'une réception donnée à l'occasion du second anniversaire de Nationlink, l'une des trois compagnies de télécommunications qui opèrent alors à Mogadiscio<sup>12</sup>. Si les gardes sont nombreux, la décontraction est manifeste et l'accueil très chaleureux. A l'entrée, un employé offre aux convives un superbe sac en plastique qui contient un polo et cinq kilos de spaghetti, car l'enceinte où se déroule cette fête abrite aussi une usine de spaghetti nouvellement construite, dont les actionnaires principaux sont également ceux de Nationlink. Les murs de la salle sont tapissés de slogans publicitaires célébrant la compagnie : « Nationlink : issue de la communauté et travaillant pour elle ». Les discours se succèdent et les dirigeants de la firme invitent le représentant des consommateurs à prendre la parole, proposition bien surprenante dans un contexte somalien ! Il s'en acquitte ainsi : « Nationlink, lier la nation. Je dois dire qu'au début, nous nous sommes demandés comment une chose pareille pouvait se faire, car il n'y a plus de nation. Et puis, vous avez osé et vous nous avez surpris. On peut aujourd'hui appeler grâce à vous le monde entier mais aussi Bosasso, Hargeysa, Beledweyne. Evidemment, tout n'est pas parfait, il y a quelquefois des encombrements mais vos ingénieurs et vos techniciens sont là et travaillent dur pour nous. Bravo donc et nous vous souhaitons le plus grand succès ». Puis il conclut en riant : « Vous savez, moi j'appartiens à un clan non armé alors ici je ne peux vraiment que dire cela, sinon j'aurai des problèmes ». Et le public d'éclater de rire comme pour exorciser le souvenir d'une époque pas si lointaine où cette affirmation n'aurait pas été une plaisanterie.

## **LA DESCENTE AUX ENFERS : MOGADISCIO A LA FIN DES ANNEES QUATRE-VINGT**

L'étude des transformations qui s'esquissent au cours de la décennie précédant le soulèvement populaire de Mogadiscio<sup>13</sup> est essentielle si l'on veut comprendre la violence qui l'a caractérisé. Elle permet de plus de saisir les raisons pour lesquelles la cité a survécu aux drames qui s'y sont déroulés. A bien des égards, cette période doit être appréhendée comme celle où les anciennes règles héritées de la période de l'indépendance (et sans doute antérieurement) se sont effritées puis effondrées et comment de nouvelles ont émergé et se sont affirmées dans ce qui ne semblait que chaos et anomie en 1991. Le soulèvement marque sans doute le moment précis où un ordre a cédé la place à un autre.

---

<sup>12</sup> Les deux autres, plus importantes, sont Barakat et Aerolite Somalia. Une nouvelle compagnie avec des actionnaires malaisiens devait commencer à opérer à l'automne 2000.

<sup>13</sup> Pour une description quelque peu impressionniste mais malgré tout intéressante de cette période à Mogadiscio, on peut se reporter aux premiers chapitres du livre d'A. Simmons, *Networks of Dissolution. Somalia Undone*, Boulder, Westview Press, 1995.

Les dynamiques de changement évoquées ici ne peuvent être considérées comme nouvelles et ne doivent surtout pas être appréhendées comme le seul fait de la dictature et du régime de Siyad Barre. Sans doute, au nom de cet opportunisme stratégique qui caractérise la culture politique actuelle en Somalie, beaucoup d'observateurs locaux ont tenu au début de la guerre civile ce régime particulièrement affligeant pour responsable de tous les maux. Avec le temps et l'approfondissement de la crise, leur point de vue a souvent évolué. C'est ainsi que la perception du régime civil, depuis l'indépendance en juillet 1960 jusqu'au coup d'Etat d'octobre 1969, initialement décrit comme une période de grande démocratie, a subi une révision radicale<sup>14</sup> ; les plus anciens se remémorent même avec amertume les dysfonctionnements déjà nombreux au temps du mandat international, entre 1950 et 1960, quand l'administration fiduciaire italienne (AFIS) se montra incapable par incompetence, manque de moyens et obsession nationaliste, de construire les bases solides d'une vie politique ouverte et concurrentielle<sup>15</sup>. Si la dictature n'est certes pas à l'origine de toutes ces évolutions, elle les a néanmoins agencées dans un cadre très particulier<sup>16</sup> où l'usage de la violence et la prépondérance du référentiel clanique sont devenus les bases des comportements au niveau social, économique et politique puis également des dimensions imposées des stratégies de survie.

Nous ne nous appesantirons pas sur les caractéristiques de la vie politique et du rapport à l'Etat au cours de la période précédant l'indépendance ; ce fut une étape essentielle, qui témoigne de ce que l'influence italienne ne s'est pas réduite à l'adjonction de quelques mets à la cuisine traditionnelle somalienne, comme ont pu l'affirmer naïvement certains politologues américains<sup>17</sup> ! L'Italie, puissance mandataire, présentait des faiblesses structurelles rendues plus sensibles encore par son passé colonial et sa volonté d'exercer une influence sur la scène internationale, après sa défaite au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cette très jeune démocratie avait la volonté de clore radicalement l'épisode tragique du fascisme. Le climat politique de l'Italie d'après-guerre était également marqué par l'hégémonie de la démocratie chrétienne et la récurrence de problèmes entretenus avec certaines régions du Sud, notamment la Sicile. La résultante sur la scène italienne de ces différentes tensions fut un cocktail de décisions paradoxales : la constitution de 1949 donnait l'image d'un Etat faible tant elle était

---

<sup>14</sup> On peut citer ici l'une des manifestations publiques de ce changement d'état d'esprit. Lors de la Conférence de réconciliation d'Addis-Abeba en mars 1993, la décision adoptée sous les applaudissements par les « représentants de la société civile » de réexaminer l'appropriation de biens publics ou la préemption par l'Etat de biens privés ne s'applique pas seulement à la période de la dictature mais s'étend de l'indépendance à la guerre civile.

<sup>15</sup> Telles sont les conclusions non seulement des auteurs italiens les plus engagés comme del Boca mais également d'une recherche plus rigoureuse et moins passionnelle. Se reporter à Paulo Tripodi, *The Colonial Legacy in Somalia. Rome and Mogadishu from Colonial Administration to Operation Restore Hope*, Londres, Macmillan Press, 1999.

<sup>16</sup> La meilleure analyse de la période Siyad Barre est : D. Compagnon, *Ressources politiques, régulations autoritaires et domination personnelle en Somalie : le régime de Siyaad Barre. 1969-1991*, Thèse de science politique, Université de Pau et des pays de l'Adour, 1996.

<sup>17</sup> D. Laitin et S. Samatar, *Somalia : a Nation in Search of a State*, Londres & Boulder, Gower & Westview Press, 1987.



marquée par la non-concentration des pouvoirs<sup>18</sup>, alors même que la nécessité de la centralisation dominait le débat public. Ces considérations ont trouvé une expression supplémentaire dans la mise en œuvre du mandat onusien en Somalie<sup>19</sup>. Après un début difficile marqué par une forte tension avec la fraction radicale de la classe politique locale, les relations entre l'ancienne puissance coloniale et le parti nationaliste dominant, la Ligue de la jeunesse somalienne, se sont sensiblement améliorées à partir de 1954. Le lieu de compromis était bien évidemment l'appareil d'Etat, son instrument le développement d'une fonction publique qui fut rapidement contrôlée par les cadres issus de ce parti : près de 4 380 Somaliens pour 621 Italiens en 1956, alors qu'au Somaliland, encore sous domination britannique, le nombre total de fonctionnaires était de 300 avec à peine un dixième d'employés locaux. Jamais, durant ces années, les responsables italiens n'essayèrent de faire prévaloir une quelconque neutralité de l'appareil d'Etat dans les luttes politiques internes, seules comptaient la nécessité d'éviter des complications majeures dont les répercussions internationales seraient coûteuses pour Rome et surtout la protection des intérêts financiers italiens liés pour l'essentiel au négoce des bananes (la petite communauté italienne contrôlait 70 % de l'économie somalienne en 1959)... L'Etat était au cœur du débat politique avant même l'indépendance, les manipulations et autres pratiques arbitraires étaient déjà à l'œuvre.

Ce système perdura après l'indépendance, et si les études de la vie politique durant les années de gouvernements civils sont rares<sup>20</sup>, on décèle en analysant les périodes électorales un certain autisme de la classe politique. Alors que le nationalisme pan somali constituait le référentiel central, l'essentiel de la mobilisation se fit sur des bases claniques, renvoyant d'ailleurs sans surprise à une pratique déjà inaugurée par l'AFIS<sup>21</sup>. Le système politique fonctionnait grâce à une alliance à la fois assez lâche et organique entre trois groupes sociaux : les bureaucrates, les hommes d'affaires et les politiciens. Ces derniers menaient campagne grâce au soutien des commerçants qui entendaient ensuite bénéficier de leur influence sur l'appareil d'Etat. Même si la stratification sociale était particulièrement fluide, on pouvait néanmoins parler de couches sociales, car les fonctionnaires et la grande majorité de la classe politique partageaient certaines valeurs : une instruction formelle d'un niveau honorable compte tenu du développement du pays, des sociabilités et des comportements communs où l'urbanité était centrale. Les

---

<sup>18</sup> Aucun organe de l'Etat, aucune institution n'a un mandat clair et autonome de gouvernement. Chacun (le Parlement, le Conseil des ministres, la présidence de la République, la magistrature, etc.) peut au contraire interférer dans la sphère de prédilection d'un autre et peser sur ses décisions. Les rapports entre centres de décision sont donc plus horizontaux que verticaux. Comme le dit Giuliano Amato, « tout se négocie, tous négocient avec tous et chaque acte procédural est une négociation et à chaque négociation soit on s'arrête soit on perd une partie de la décision » in *La Repubblica*, 23 juillet 1988. Une description qui n'est sans doute pas étrangère à la Somalie de l'après-indépendance...

<sup>19</sup> P. Tripodi, *op.cit.*, p. 77-80.

<sup>20</sup> A. Castagno, « Somali Republic » in J. Coleman & C. Rosberg, *Political Parties and National Integration in Tropical Africa*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press, 1964, pp. 512-559. I. Lewis, *A Modern History of Somalia*, Boulder, Westview Press, 1988.

<sup>21</sup> I. Lewis, « Modern political parties in Somaliland », *Africa* (Londres), vol XXVIII, n°3 et 4, 1964, pp. 244-261 et 357-368.

anecdotes ou récits de vie qui ont trait à cette période soulignent surtout les différences entre fonctionnaires venus du Somaliland et leurs collègues du Sud, initialement moins bien payés. L'appareil d'Etat, avec des dérogations croissantes, suivait pour l'essentiel les règles qu'il avait édictées et mettait en œuvre les lois votées. Les hommes d'affaires constituaient un groupe plus hétérogène mais le système économique libéral leur donnait une réelle autonomie. Cette situation somme toute relativement banale se dégrada fortement au cours de la décennie et n'existait plus dans les années quatre-vingt.

Peu après la prise du pouvoir par Siyad Barre en 1969, les nouveaux dirigeants décidèrent d'octroyer aux diplômés l'accès à un poste dans la fonction publique. Une telle décision n'était pas originale en soi, Nasser avait déjà adopté ce type de mesure en Egypte des années auparavant. Sans même évoquer ses conséquences budgétaires, on constate que cette résolution eut un impact considérable sur la composition de l'appareil d'Etat et son fonctionnement dans les années quatre-vingt. La somalisation de l'enseignement, mesure nécessaire décidée en 1973, fut mise en œuvre sans véritable appréciation des problèmes qu'elle posait et dérégla un système éducatif déjà imparfait. La définition d'« instruit » changea radicalement, jusqu'à pratiquement se dissoudre, induisant une indifférenciation entre les fonctionnaires et les gens du commun. Dans les années quatre-vingt, tout parent d'un membre de l'élite dirigeante arrivant de la brousse pouvait avoir accès par des voies plus ou moins directes à des opportunités économiques grâce à des contrats obtenus auprès des services de l'Etat, ou à un emploi dans la fonction publique ou dans les entreprises para étatiques. L'analphabétisme n'était plus un obstacle, pas plus que l'absence de compétences spécifiques. La crise financière de l'Etat et l'endettement, qui l'obligeaient à nouer le dialogue avec les grandes institutions financières internationales, furent d'autant plus sensibles à cette expansion du secteur public. A cause d'une inflation galopante et d'une politique d'ajustement structurel mise en œuvre de façon erratique, les salaires devinrent insignifiants, pas même symboliques : un cadre moyen ne pouvait nourrir sa famille que quelques jours avec sa paie mensuelle<sup>22</sup>.

A l'effondrement de leur niveau de vie se greffa la mise en cause de leur statut dans la société urbaine. Le prestige social dont jouissaient les fonctionnaires dans les années soixante s'évanouit, puisque toute sélection digne de ce nom avait disparu et que l'argent tendait à prendre une importance beaucoup plus grande dans l'honorabilité sociale. La plupart des petits fonctionnaires passaient d'ailleurs l'essentiel de leur temps non pas à travailler mais à chercher des revenus plus substantiels en monnayant l'influence souvent minime dont ils disposaient au sein de leur bureaucratie<sup>23</sup>. Malgré les engagements officiels en faveur d'une libéralisation du système économique pour satisfaire les vœux du Fonds monétaire international, l'Etat continua de jouer un rôle

---

<sup>22</sup> C. Ekstrom, « Budgetary chaos and evasion ; the case of Somalia », *International Journal of Public Administration*, vol. 16, n° 7, pp. 1053-1070.

<sup>23</sup> Les exemples sont légions. Par exemple, retirer de l'argent à sa banque peut représenter une véritable course d'obstacles. Il faut avoir accès au guichet, ce qui suppose déjà de distribuer de l'argent ici et là. Puis il faut que le caissier (et donc le chef de l'agence) accepte de reconnaître que de l'argent liquide est disponible. La somme demandée peut être payée en très petites coupures, ce qui signifie un volume quelquefois considérable, ou en coupures plus grandes. A chaque étape, il convient de négocier pour obtenir satisfaction...

central et premier dans l'économie nationale. Il est significatif que les gens aient alors utilisé pour qualifier une corruption croissante non pas le terme *musuqmaasuq* (qui renvoie également à la corruption morale) mais *hawl fududayn*, qui peut être traduit par « ce qui aide au travail ». Les commerçants, voire les gens ordinaires, s'habituaient à *laabid*, un système pratiqué dans d'autres pays, qui leur permettait de ne payer qu'une fraction symbolique des taxes dues, s'ils versaient un écot aux fonctionnaires chargés de leur collecte. Ce système pouvait fonctionner à tous les niveaux grâce à la médiation éventuelle d'hommes politiques avec qui les citoyens entretenaient une relation plus ou moins directe, notamment clanique.

Sans surprise, une telle évolution entraîna un fonctionnement de plus en plus épisodique et aléatoire des services publics de base comme la santé, l'éducation ou l'approvisionnement en eau et en électricité. Le bruit des générateurs résonnait dans la capitale somalienne, dont certains quartiers demeuraient dans l'obscurité la nuit tombée, bien avant 1991. De la même manière, le commerce de l'eau potable conservée dans des jerricanes portés par des ânes a connu un essor remarquable bien avant le renversement de la dictature et la plongée dans la guerre civile. En 1990, 644 écoles et 611 enseignants seulement étaient encore à peu près à l'œuvre dans un pays qui comptait plus de six millions d'habitants. S'il faut utiliser une expression à la mode (et bien discutable<sup>24</sup>), l'Etat somalien s'est effondré bien avant que le sang coule à Mogadiscio en 1991. Une exception notable : la permanence de la coercition, dont l'appareil résista à cet effondrement généralisé.

Pour des raisons que nous n'analyserons pas ici, l'évolution des appareils de coercition durant les années quatre-vingt fut marquée par leur développement mais aussi leur involution. Cette dernière tendance devint flagrante durant la guerre de l'Ogaden en 1977-78. L'étude de nombreux entretiens réalisés à propos des vendettas rurales des années soixante (sans même mentionner certains événements comme la crise émeutière de 1948<sup>25</sup>), laissent penser qu'il faut peut-être l'insérer dans la longue durée et la relier à une certaine culture de la guerre à peine affectée par l'habitus institutionnel créé lors de la colonisation<sup>26</sup>. Les chercheurs ont sans doute davantage privilégié dans leurs travaux la signification internationale de ce conflit où Ethiopie et Somalie ont en l'espace de quelques mois changé de patrons sans échapper à la matrice de la compétition Est/Ouest. La Somalie, qui avait depuis 1963 bénéficié de l'aide de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, a en effet été obligée de se rallier aux Etats-Unis, puisque les Soviétiques ont finalement choisi, après plusieurs d'années d'hésitation, le régime issu de la révolution éthiopienne<sup>27</sup>. En revanche, on a prêté peu d'attention à la manière

---

<sup>24</sup> Certains segments de l'appareil d'Etat n'ont plus qu'une existence nominale dès 1988. L'armée n'est débandée qu'au printemps 1992. L'Etat somalien est donc hétérogène. Faut-il dater son effondrement de 1988, de 1991, de 1992 ?

<sup>25</sup> G. P. Calchi Novati, « Gli incidenti di Mogadiscio del gennaio 1948 : rapporti italo inglesi e nazionalismo somalo », *Africa* (Rome), vol XXXV, septembre-décembre 1980, pp. 327-355.

<sup>26</sup> Voir la réflexion de J. Black-Michaud, *Cohesive Force. Feud in the Mediterranean and the Middle East*, Oxford, Blackwell, 1975. Sur un mode moins universitaire, G. Hanley, *Warriors. Life and Death Among the Somalis*, Londres, Elan, 1993.

<sup>27</sup> R. Patman, *The Soviet Union in the Horn of Africa. The Diplomacy of Intervention and Disengagement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990. J. Lefebvre, *Arms for the Horn. U.S. Security Policy in*

dont l'armée somalienne s'est alors comportée à l'égard des populations qu'elle était censée libérer du joug éthiopien. Le pillage ne s'est pas limité aux biens de l'Etat éthiopien ni à ceux des populations civiles, il a rapidement affecté sa propre logistique, provoquant l'effondrement de certaines lignes de front puis une véritable déroute. Au lendemain de cette retraite en désordre, un coup d'Etat a échoué. Il annonçait le début des oppositions armées au régime somalien, qui bénéficiaient du sanctuaire éthiopien<sup>28</sup>. Les purges se multiplièrent alors et modelèrent une armée où le pouvoir effectif était lié non au grade ni à la fonction, mais à la proximité clanique des officiers avec le Président. Les autres officiers supérieurs, avec de notables exceptions notamment dans la police politique, n'eurent plus qu'un rôle nominal ou administratif et ne pesèrent plus dans le fonctionnement de ce qu'on peut difficilement appeler l'institution militaire. Cette armée dut bientôt concentrer ses efforts sur la répression de mouvements d'opposition politique puis armée dans la région centrale et dans le Nord-Est d'abord puis surtout dans le Somaliland<sup>29</sup>. La sale guerre qu'elle y mena contribua également à sa crise interne<sup>30</sup>.

Mais l'élite dirigeante entendit rapidement doubler les appareils de coercition de l'Etat, dont la fidélité n'était pas toujours absolue<sup>31</sup>, par des milices qui recrutèrent initialement au sein du parti unique et bientôt mobilisèrent dans la brousse des jeunes issus des lignages des gouvernants. La gestion du pays qui se mit en place dans les années quatre-vingt était en fait basée sur la multiplication de conflits traditionnels entre clans mal représentés au sein de l'élite dirigeante, et leur instrumentalisation, qui consistait à armer les uns et les autres et à arbitrer le résultat de ces conflits par des promotions dans l'appareil d'Etat. Cette politique, dont la devise était « diviser violemment pour mieux régner violemment », fut sanctionnée par de nombreux succès à court terme, mais la dissémination de la violence dans les campagnes provoqua des effets en retour sur la mobilisation clanique, y compris cette fois en milieu urbain à cause des migrations, comme on le verra plus loin. Elle poussa également à une décentralisation des enjeux, certes bénéfique dans un premier temps, mais qui imposa à terme une logique centrifuge dans la compétition politique, d'autant qu'à l'inverse par exemple du conflit au Soudan, ces milices échappèrent au contrôle de l'armée et se comportèrent bientôt avec

---

*Ethiopia and Somalia 1953-1991*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1991.

<sup>28</sup> D. Compagnon, « The Somali armed opposition fronts » in C. Clapham (ed.), *African Guerrillas*, Londres, James Currey, 1998, pp. 73-90.

<sup>29</sup> J. Markakis, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987. D. Compagnon, « Dynamiques de mobilisation, dissidence armée et rébellion populaire : le cas du Mouvement national somalien (1981-1990) », *Africa* (Rome), vol XLVII, n° 4, décembre 1992, pp. 503-530.

<sup>30</sup> Africa Watch, *Somalia. A Government at War with its Own People*, Washington, Africa Watch Committee, janvier 1990.

<sup>31</sup> Surtout, après un accord de paix avec l'Ethiopie en 1988 (visant à dégarnir les frontières pour redéployer les troupes soit en Erythrée et au Tigray pour Mengistu Haïle Maryam ; soit au Somaliland pour le dirigeant somalien) par lequel Siyad Barre abandonna complètement les revendications pan somalies. Cette décision destinée à réduire le soutien éthiopien aux mouvements armés somaliens précipita la crise plus qu'elle ne la dénoua. Voir R. Marchal & C. Messiant, *Les Chemins de la guerre et de la paix : fins de conflit en Afrique australe et orientale*, Paris, Karthala, 1997, chapitre 4.

la plus grande autonomie : elles basculèrent d'ailleurs pour l'essentiel dans la guerre contre le régime en 1990<sup>32</sup>.

A bien des égards, l'économie officielle à la fin des années quatre-vingt n'existait plus que par l'injection massive d'aide internationale. Pourtant, la situation réelle était loin d'être aussi catastrophique qu'il y paraît. La seconde économie, largement construite sur la mobilisation des fonds envoyés par la diaspora, connaissait une croissance remarquable et générait alors bien plus de revenus que l'économie officielle<sup>33</sup>. C'est elle qui a permis la subsistance de l'énorme majorité de la population urbaine qui n'avait pas accès aux réseaux de clientélisme politique. L'ambivalence de son rapport à l'Etat (« le contrebandier a besoin de la frontière » affirme un proverbe baloutchi) est également une donnée essentielle de la crise. Comme la dictature se montrait incapable de se réformer et d'ouvrir le champ politique et économique à d'autres acteurs, les milieux d'affaires étaient très dépendants de l'Etat. Aucun grand commerçant n'aurait d'ailleurs pu subsister sans ces relations étroites avec la nomenklatura dirigeante. L'Etat octroyait les principaux contrats, et les hauts fonctionnaires et quelques ministres remplissaient le rôle d'intermédiation jouée par la classe politique dans les années soixante. Impliqués dans tous les cas de corruption ils étaient d'ailleurs récompensés en conséquence. Les composants de cette bourgeoisie ont également changé au cours des années quatre-vingt : on pourrait d'ailleurs faire un parallèle étroit avec ce qui se jouait alors en Italie avec la *lotizzazione* (division informelle des prébendes octroyées illégalement par l'Etat) et l'apparition de ces *politici d'affari* (hommes d'affaires dont la prospérité était liée à la gestion des fonds indûment acquis par certains dirigeants politiques) qui provoquèrent après 1992 un sursaut de la justice italienne. L'engagement financier des donateurs pour la Somalie atteignit alors des montants ahurissants, l'Italie dépensa de 1984 à 1987 près d'un milliard de dollars<sup>34</sup> : la guerre froide était une bénédiction pour l'élite dirigeante, et il ne faut pas s'étonner que l'idée de rente géopolitique hante encore la culture politique somalienne. L'aide internationale est comprise aujourd'hui en fonction d'une perception synthétique de cette période dorée, qui n'est pas totalement dénuée de fondements : les étrangers sont corrompus et corruptibles, il y a toujours une façon avantageuse de se partager le magot, d'autant qu'il y a peu de comptes à rendre et qu'aucune véritable justification n'est requise. L'argent apporté par l'aide internationale n'appartient à personne, si ce n'est à celui qui arrive à s'en saisir le premier.

Si cette bourgeoisie a pu ainsi bénéficier de l'argent facile, ce fut aux conditions posées par la dictature. Pas question d'exprimer une quelconque pensée politique autre que celles suggérées par le régime, et à charge de ses membres de récompenser

---

<sup>32</sup> Les observateurs étrangers souvent peu intéressés par l'histoire de la Somalie avant la guerre civile de 1991 n'ont jamais compris le rôle crucial que le général Aydiid avait joué pour réconcilier ces milices claniques et les coordonner dans l'opposition au régime. Alors que le général Aydiid était peu reconnu à Mogadiscio au début 1991, son prestige dans les campagnes était souvent très grand.

<sup>33</sup> V. Jamal, « Somalia : understanding of an unconventional economy », *Development and Change*, vol. 19, 1988, pp. 203-265.

<sup>34</sup> D. Rawson, *The Somali State and Foreign Aid*, Washington, Foreign Service Institute, 1993. On peut également lire les deux ouvrages suivants, moins rigoureux dans leur analyse, M. Maren, *The Road to Hell : the Ravaging Effects of Foreign Aid and International Charity*, New York, Free Press, 1996 et A. del Boca, *Una sconfitta dell'intelligenza : Italia e Somalia*, Rome & Bari, Giuseppe Laterza & Figli Spa, 1993.

comme il convient la générosité des responsables étatiques. Elle développa alors une conception de l'Etat qui correspondait assez bien à celle qui prévalait dans la seconde économie, dont elle était aussi un acteur privilégié. Quand l'Etat se montrait accessible et octroyait les contrats convoités, il était perçu comme un mal nécessaire dont il fallait pardonner les excès répressifs. En revanche, quand les opportunités commerciales faisaient défaut, il ne s'agissait plus que d'un ramassis d'ennemis qu'il convenait d'éliminer en aidant l'opposition armée ou les milices de son propre clan. En soi, cette attitude opportuniste n'est pas inédite, mais la différence avec des situations plus banales est liée à deux dimensions. D'une part, ce comportement s'est exprimé à un moment où la violence se développait sur une fraction croissante du territoire national, et où chacun était sommé par son milieu de prendre parti et de respecter l'honneur de son groupe. L'ambiguïté était toujours possible mais, à terme, domageable. D'autre part, il est impossible de ne pas reconnaître dans cette attitude l'opportunisme stratégique qui caractérise alors trop bien les élites politiques et économiques à la périphérie de l'Etat. Cette ambivalence s'est traduite par la montée d'un sentiment très fort d'incertitude. Il n'y avait plus de règles du jeu. De grands commerçants ou des hautes figures de l'Etat pouvaient être emprisonnés du jour au lendemain pour avoir proféré un mot de trop, puis libérés et récompensés sans autre forme d'explication<sup>35</sup>. Les relations avec les décideurs économiques pouvaient s'altérer en un moment sans raison. La prospérité était là, mais elle pouvait être réduite à néant sur simple décision.

La bourgeoisie de Mogadiscio est entrée très lentement en politique. Elle l'a fait, poussée par la radicalisation du régime mais aussi de l'opposition armée qui, à partir du début de 1990, gagna du terrain dans l'extrême Sud du pays et dans la région centrale. Après la destruction d'Hargeysa<sup>36</sup> en mai 1988, Siyad Barre emmena une délégation des principaux hommes d'affaires de Mogadiscio devant les ruines de la capitale du Somaliland, les informa qu'il leur faudrait payer la reconstruction, et qu'en tout état de cause il était prêt à détruire de la même manière Mogadiscio si l'opposition essayait de s'y faire entendre. L'entrée timide des grands commerçants sur le terrain politique en juin 1990 fut finalement le fait de l'Italie, inquiète du dévoilement de l'affairisme liant la coopération des deux pays, qui cherchait à éviter un face-à-face avec une opposition armée peu cohérente politiquement mais radicale<sup>37</sup>. L'humiliation fut également un élément clef de ce retournement, dans une société où le prestige et l'apparence étaient encore des valeurs essentielles de l'urbanité.

Tous les observateurs ont été frappés par la puissance du sentiment clanique après

---

<sup>35</sup> C'est ce qui est arrivé à l'un des grands intellectuels organiques de la dictature et enfant chéri du parti communiste italien, Mohamed Aden Sheykh. Emprisonné en 1981 et maltraité pendant des années, il aurait pu prendre la tête d'une opposition politique interne mais, libéré en 1988 après sept ans de captivité, il accepta une nouvelle charge officielle avant de choisir l'exil en Italie. M. A. Sheykh, *Arriverderci a Mogadishu. Dall'amministrazione fiduciaria italiana alla fuga di Siad Barre*, Rome, Edizioni Associate, 1991.

<sup>36</sup> De 1981 à 1988, la guerre menée dans le Nord-Ouest somalien n'implique qu'une petite fraction de la population qui sympathise avec le Mouvement national somalien. Au printemps 1988, ce front armé lance une attaque suicide contre Hargeysa dont il prend le contrôle. L'armée, humiliée par une telle défaite, bombarde la ville. La population bascule alors dans la guerre.

<sup>37</sup> Voir le témoignage discutabile mais très intéressant de l'ambassadeur à Mogadiscio durant cette période : M. Sica, *Operazione Somalia : la dittatura, l'opposizione, la guerra civile*, Venise, Marcilia, 1994.

1991, au point d'ailleurs que l'explication de toute la vie politique ou économique a été fondée sur cette seule dimension, alors que pendant des années l'individualisme forcené des Somalis avait été célébré. On ne reprendra pas ce débat essentiel, mais on voudrait en souligner quelques apories. Il y a en fait différentes thèses en présence. Pour certains, la description donnée par I. Lewis<sup>38</sup> basée sur une permanence du sentiment clanique et de la logique segmentaire est valide malgré son ahistoricité et s'applique à l'ensemble de la Somalie, même si les modes de colonisation et d'urbanisation – pour ne citer que ces deux éléments – n'y ont pas été uniformes. Cette position est d'autant plus forte que l'essentiel de la classe politique est en fait dominé par des hommes politiques qui appartiennent à des clans pastoraux tels que les décrit I. Lewis pour le Somaliland. Pour d'autres, plus constructivistes, la situation est nettement plus compliquée dans la mesure où les modes de production sont variés (la majorité de la population vit aujourd'hui soit dans les centres urbains soit dans les zones agricoles) et qu'ils impliquent des modes de coopération qui requièrent un usage beaucoup plus souple et complexe des catégories de la parentèle<sup>39</sup>. L'intérêt du travail de L. Cassanelli<sup>40</sup> est sans doute d'avoir montré comment historiquement ces catégories se sont enchâssées dans des contextes écologiques et économiques radicalement différents. M. Olson rappelle que dans le cas d'un groupe inorganisé (et le clan en est un !), l'existence et la reconnaissance d'un intérêt commun ne suffisent pas à entraîner une action collective destinée à satisfaire cet intérêt<sup>41</sup>. Aussi dans un cas comme dans l'autre, il faut toujours montrer comment la mobilisation s'effectue et prendre la mesure du travail symbolique qui est réalisé pour encadrer le système d'actions dans le référentiel de la parentèle. Soulignons qu'à Mogadiscio, l'activité politique de l'élite au cours des années quatre-vingt-dix ne fut que très rarement directement mue par le sentiment clanique. En revanche, les dirigeants et les anciens n'hésitèrent jamais, pour conserver une hégémonie sur les combattants et reproduire les lignes de clivage qui les avantageait, à réinscrire leurs choix dans le discours de la parentèle, quitte d'ailleurs à ne pas ménager le bon sens.

On explique communément la crise de 1991 en avançant que l'Etat était alors contrôlé par un petit groupe de clans qui se comportaient en véritables prédateurs. I. Lewis, dont les travaux sur la Somalie sont toujours incontournables, a élaboré cette thèse peu avant

---

<sup>38</sup> I. Lewis, *A Pastoral Democracy. A Study of Pastoralism and Politics among Northern Somali of the Horn of Africa*, Londres, Africana Publishing House, 1961.

<sup>39</sup> Voir par exemple l'ouvrage édité par Ali Jimaale Ahmed, qui appelle les anthropologues à chercher un autre paradigme que celui du « fier pasteur nomade » pour reprendre un cliché dominant : A. J. Ahmed, *The Invention of Somalia*, Lawrenceville, Red Sea Press, 1995. De nombreuses études anthropologiques ont démontré que le questionnement était fondé et indispensable. Voir par exemple, V. Luling, *The Social Structure of the Southern Somali Tribes*, Ph. D., Université de Londres, 1971. F. Declich, *Processo di formazione della identità culturale di gruppi bantu della Somalia meridionale*, Thèse de doctorat, Institut universitaire oriental de Naples, 1991 et les travaux de B. Helander.

<sup>40</sup> L. Cassanelli, *The Shaping of the Somali Society 1600-1900*, Philadelphie, University of Philadelphia Press, 1982.

<sup>41</sup> M. Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1978, p. 8.

la crise dans un célèbre article<sup>42</sup>, où il expliquait comment l'opposition s'était également construite sur des bases claniques, afin de s'organiser contre une alliance de clans (Marehan, Dhulbahante et Ogaden) très directement liés à celui du président. Une telle explication est trompeuse, car elle occulte complètement le soutien au régime de la grande bourgeoisie Hawiye de Mogadiscio et d'une partie de celle du Somaliland par exemple et, surtout, ne peut être déclinée dans l'analyse des événements postérieurs à 1991 : Ali Mahdi et le général Aydiid étaient en fait très proches en termes claniques au sein des Hawiye, Osman Ato et Aydiid plus encore. Leurs alliances avaient peu à voir avec la segmentarité et beaucoup avec l'histoire politique, les intérêts économiques et bien d'autres facteurs de la vie sociale. La thèse de Lewis fait surtout peu de cas d'une analyse de l'Etat (qui ne se limite pas à son appareil politique ou militaire) et des transformations sociales qui semblent essentielles pour comprendre certaines dimensions de la crise somalienne. On voudrait mettre ici l'accent sur trois incidences essentielles de ce « retour au clan » comme l'appellent certains Somaliens.

Il faut tout d'abord prendre la mesure des très importantes migrations vers le Sud, notamment vers Mogadiscio. Celles-ci correspondent à un mouvement de longue durée<sup>43</sup> et se sont intensifiées dans les années quatre-vingt. Les raisons en sont multiples et ne relèvent pas de la seule situation politique. Les sécheresses (qu'on pense au gigantesque programme de réinstallation des pasteurs mis en place en 1974<sup>44</sup>), l'attrait des lumières de la ville, les rumeurs faisant état d'un mode de vie plus facile et d'un accès plus aisé aux biens de consommation, et l'insécurité doublée de l'effondrement des services (et donc des emplois) fournis par l'Etat dans les zones rurales, sont sans doute parmi les plus importantes. Il faut souligner que la plus grande majorité de ces migrants étaient issus des zones pastorales du centre et du Nord du pays ; la description qu'en a faite I. Lewis reste d'actualité : leur univers relationnel était essentiellement structuré par le clan, leur insertion en milieu urbain se faisait grâce à la mobilisation de la parentèle. Ils s'installaient en général quelque temps chez des parents puis trouvaient un logement, souvent un habitat précaire à la périphérie de la ville ou dans les espaces en friche, où ils survivaient en s'insérant dans la seconde économie. Beaucoup sont devenus alors *jebble* ou *garab rarato* (marchants ambulants, ceux qui ont leur échoppe sur leurs épaules) et ont joué un rôle essentiel dans le soulèvement de Mogadiscio et dans la constitution des *mooryaan* en véritable groupe social. Leur influence a été cruciale sur la culture urbaine. Jusque dans les années soixante-dix,

---

<sup>42</sup> I. Lewis, « The Ogaden and the fragility of the Somali segmentary nationalism », *African Affairs*, vol. 88, n° 353, 1989, pp. 573-578.

<sup>43</sup> I. Lewis, « The Somali conquest of the Horn of Africa », *Journal of African History*, vol. 1, pp. 213-230. E. Turton, « Bantu, Galla and Somali migrations in the Horn of Africa : a reassessment of the Juba/tana area », *Journal of African History*, vol. 16, n° 2, 1975, pp. 519-537. A. Arecchi, « Mogadiscio e I problemi dell'urbanismo in Somalia », *Bolletino della societa geografica italiana*, Ser. XI, vol. 1, 1984, pp. 639-654. W. Puzo, *Mogadishu, Somalia : Geographic Aspects of its Evolution, Population, Function and Morphology*, Los Angeles, Ph. D., University of California, 1972.

<sup>44</sup> Sous l'influence des Soviétiques, le gouvernement somalien entreprit la mise en œuvre d'un programme de déplacement et de sédentarisation de dizaines de milliers de pasteurs affectés par la sécheresse vers le Sud, dans les régions du Bas-Shabelle et Bas-Jubba. Voir I. Lewis, *Abaar : the Somali Drought*, Londres, International African Institute, 1975.



l'habitat était mixte, même si certains quartiers hébergeaient des communautés spécifiques (comme les Arabes ou les Indiens). Les nouvelles formes d'habitat ont cessé de l'être, à la fois pour des raisons tenant aux modalités de l'installation des migrants (qui ont rejoint les premiers arrivés issus de leur localité, ce qui équivaut ici à une identité clanique commune) mais aussi à une quête de sécurité (si les liens entre voisins sont forts, la police politique n'a pas la même capacité d'intervention). La culture urbaine a également été affectée. Certes, surtout après 1992, les vieux habitants de Mogadiscio désiraient essentiellement retenir la montée d'une délinquance urbaine qui finissait même par troubler les loisirs de la communauté étrangère, mais il y a plus. La civilité voulait alors que tout visiteur adulte pénétrant dans une maison soit appelé respectueusement *adher* (oncle) : or avec l'arrivée au foyer de parents originaires de la brousse, il devenait impensable de qualifier ainsi un invité s'il n'était pas membre du même clan, voire, horreur absolue, s'il s'agissait d'un Bantou, considéré par les pasteurs comme un esclave. Ces parents ont ainsi remis les histoires claniques, les discussions généalogiques et les compétitions claniques au centre du discours domestique. Même l'évergétisme qui suivait souvent des formes urbaines a alors été réorienté vers la parentèle lointaine mais accessible à cause des migrations. On a donc assisté à un processus social complexe bien évidemment aiguillonné également par la crise politique et l'identification du régime à certaines figures emblématiques comme le Président ou sa première épouse Khadija, sur les clans desquels on put multiplier les critiques acerbes sans risque d'une réaction hostile de la maisonnée. Ces migrants ont également constitué un lien beaucoup plus fort et effectif avec la parentèle restée en brousse. La multiplication des vendettas claniques et leur instrumentalisation par l'élite dirigeante les ont transformés en collecteurs de fonds destinés à acheter des armes, des munitions et des vivres. Les parents urbanisés de longue date ont ainsi peu à peu été ramenés au cœur d'un univers où la dimension clanique était la seule structurante.

Une seconde dimension est l'économie parallèle qui s'est mise en place, et avec quelle vigueur, dans les années quatre-vingt. Les migrations ont elles aussi joué un rôle essentiel pour la structurer. A l'inverse de ce qui s'était passé dans les années soixante-dix, quand les migrations de travail concernaient pour l'essentiel des urbains, on a observé au cours des années quatre-vingt le départ direct vers l'étranger de gens installés en brousse, qui n'avaient guère eu l'occasion de mettre en cause leur dépendance vis-à-vis des règles claniques. La récession de l'industrie pétrolière des années quatre-vingt a bien sûr limité les flux vers le Golfe (mais il faut compter avec une immigration clandestine vivace dans un pays comme l'Arabie saoudite), qui se sont réorientés alors vers l'Italie, les pays scandinaves, bientôt le Canada et les Etats-Unis. Les raisons étaient sans doute les mêmes que pour les migrations internes. Les envois d'argent ne s'effectuaient évidemment pas par le circuit bancaire officiel : la parentèle était à nouveau mobilisée, de même qu'elle l'était lors de la réception à Mogadiscio, lorsque le système de *franco-valuta* fonctionnait. Quand celui-ci fut remis en cause en raison de ses effets inflationnistes, des réseaux claniques souvent impliqués dans différents négoce (légaux ou illégaux) mais fonctionnant dans une illégalité complète à l'intérieur de la Somalie se mirent en place. On peut facilement imaginer l'impact de tels circuits économiques sur une population urbaine qui vivait, dans sa majorité, dans une situation difficile et cherchait des revenus alternatifs à ceux que l'Etat fournissait jusqu'alors. Il serait erroné de voir l'économie parallèle à Mogadiscio structurée uniquement autour des réseaux de la parentèle, mais cette expansion se produisit dans un contexte tout à fait particulier et on assista plutôt une convergence de logiques

différentes qui fit apparaître le clan comme une ressource supplémentaire et fonctionnelle pour pallier les besoins les plus urgents. Dans certains cas, le clan fonctionna alors réellement comme ces filets de protection sociale qu'appellent aujourd'hui de leurs vœux les grandes institutions financières internationales dans leur nouvelle politique de lutte contre la pauvreté, après vingt ans d'ajustements structurels aux effets délétères.

Dernier point, l'utilisation des positions acquises au sein de l'appareil d'Etat par des individus de clans non associés directement à la prise de décision. La « renaissance du clan » a généré en effet sa propre dynamique, elle a créé de nouvelles valeurs et de nouveaux comportements. Puisque l'Etat était perçu comme la propriété de Siyad et de ses proches parents, la corruption et les détournements de fonds sont devenus des actes de résistance, tout comme le vol des luxueuses 4X4 des étrangers : lucre ou sentiment clanique, au lecteur de décider. La corruption s'est décentralisée, chacun estimant, argument clanique à l'appui, qu'il ne valait pas moins qu'un ministre et que ce que l'un faisait, l'autre pouvait le faire avec la même impunité. L'idée était ancrée dans la nécessaire distribution égalitaire entre clans somalis ! Lorsque Siyad Barre quitta Mogadiscio en janvier 1991 pour se réfugier dans l'extrême Sud du pays, il ne possédait pas une seule maison et son palais, Villa Somalia, était d'une modestie qui surprenait le visiteur occidental<sup>45</sup>. On ne pouvait pas en dire autant de certains de ses proches (dans les années soixante déjà, certains dirigeants étaient restés d'une honnêteté proverbiale à un niveau individuel, alors que leurs parents commerçaient leur influence sur l'appareil d'Etat) ni même de certains responsables gouvernementaux apparemment exclus des processus de décision. Un ministre des Finances<sup>46</sup>, du clan Hawiye, possédait à l'époque plus de quarante villas qu'il loua à partir de 1992 aux organisations internationales pour des sommes extravagantes, ce qui ne contribua pas à convaincre les Somaliens que le sens moral des étrangers avait évolué.

On ne doit pas négliger cette décentralisation des pratiques prédatrices. Elle fut, après 1991, au cœur de bien des comportements des acteurs armés somaliens : le refus de tel ou tel interdit constituait une « mise à niveau », puisque les membres de clans rivaux se le permettaient, sans être pour autant arrêtés par leurs proches.

Lorsque l'insurrection débuta en décembre 1990, la notion d'Etat ne recouvrait plus grand chose. L'idée d'espace et de biens publics avait été anéantie par une crise rampante que nulle puissance étrangère n'avait cru bon de dénoncer. Les gouvernants s'étaient conduits de façon radicale, comme s'ils étaient les propriétaires de l'Etat. Ses biens avaient été privatisés, ses institutions détruites. Seule l'omnipotence fissurée d'un appareil répressif doublée par la milicianisation de secteurs importants de la société demeurait. Plus grave peut-être pour la suite, les différenciations de statut, constitutifs de l'Etat, avaient été abolies. Il n'y avait plus de technocrates, d'hommes politiques, de fonctionnaires : ne restaient que des individus participant au dépouillement de l'Etat, et d'autres qui les observaient les armes à la main, désireux de changer ou simplement d'inverser les rôles. Il n'y avait plus non plus d'espace public, de lieu où les rencontres et les débats qui agitent chaque famille auraient pu s'exprimer : chacun, d'une certaine

---

<sup>45</sup> A bien des égards, le palais de Ceau\_escu était plus luxueux. Et que dire de l'Elysée, de la Maison blanche, ou des palais de Saddam Hussein ?

<sup>46</sup> Son surnom fut pendant une longue période le Kashoggi somalien...

manière, était renvoyé à son identité clanique, la seule garante de sa survie mais qui simultanément niait ou relativisait toutes les autres, constitutives d'une identité urbaine. Ce phénomène n'est sans doute pas propre à Mogadiscio : d'autres villes, comme Sarajevo, ont connu ce phénomène uricide provoqué par des dirigeants prédateurs autant que par l'afflux de populations dont l'univers de référence s'inscrit contre l'identité cosmopolite de toute capitale.

## **LE DESORDRE FACTIONNEL COMME SUBSTITUT DE L'ÉTAT FANTÔME**

La période qui précède la guerre civile a configuré l'espace politique et symbolique dans lequel les acteurs durent se mouvoir pendant des années. Deux éléments sont absolument cruciaux et nécessitent d'être constamment gardés à l'esprit. Le premier est l'ambivalence extraordinaire vis-à-vis de l'Etat rêvé. Le second est l'anéantissement de toute norme de représentation politique.

Un courant d'anthropologues et de politologues dissertent gravement sur le refus de l'Etat ancré dans le mode de vie et l'habitus des nomades, un raisonnement trop rapidement appliqué à la situation somalienne sans précautions critiques. En fait, celle-ci est beaucoup plus complexe. N'en déplaise à ces experts, depuis 1991 la population ordinaire réclame une police capable de faire respecter un minimum d'ordre, une force neutre qui évite que des incidents ponctuels deviennent des conflagrations majeures. Mais la question qui n'a pas été débattue du fait de l'incapacité des acteurs politiques est celle des conditions de la neutralité, du type d'ordre qu'il s'agit de (re)construire. Il est acquis que l'Etat ne doit plus interférer dans les affaires privées des citoyens, mais aucun débat sérieux ne précise ce que cette sphère privée recouvre exactement. Le seul tour extraordinairement biaisé qu'a pris cette discussion est l'inévitable dispute sur les partages des postes ministériels et de la future haute administration publique.

A bien des égards, la crise du régime de Siyad Barre fut aussi une crise de la citoyenneté, car la polarisation clanique du régime a tendu à classer les Somaliens en citoyens de première, seconde et troisième catégorie. Les premiers étaient ceux appartenant aux clans les plus directement associés au pouvoir, ou encore les figures d'autres clans qui lui étaient les plus proches ; les seconds regroupaient les membres des clans somalis et l'élite économique des communautés arabe ou indo-pakistanaise ; les derniers, les citoyens d'origine bantoue et les populations castées<sup>47</sup> (forgerons, etc.). La guerre civile a constitué, de ce point de vue, un fantastique mouvement d'égalisation (et de nivellement par le bas !). L'égalité sociale est aujourd'hui bien plus grande, surtout lorsque des clans longtemps méprisés ou dédaignés se sont imposés par les armes,

---

<sup>47</sup> Au risque d'agacer, même si cette politique n'est plus que cosmétique à la fin de son règne pour des raisons explicitées dans la première section de ce texte, il faut reconnaître que Siyad Barre a donné plus d'espace à ces groupes marginalisés que les chefs de faction, dont l'intérêt pour cette fraction de leur population ne s'est manifestée que lorsqu'ils ont compris que les Nations unies et la communauté internationale étaient sensibles à leur sort.

comme les Rahanweyn<sup>48</sup>. Bien évidemment, il y a loin entre cette situation et la construction d'une société politique égalitaire qui romprait avec l'autisme du nationalisme somalien, niant toutes les différences sociales pour mieux les manipuler. On le voit, dans l'extraordinaire effervescence du corps social de 1991, les dirigeants politiques auraient pu mettre en place une organisation non clanique de la société ; mais cette éventualité ne faisait pas partie du champ de leur possible.

L'Etat est donc rêvé, désiré, attendu et les treize conférences de réconciliation nationale qui se sont tenues depuis 1991 sont autant d'odes à la société des Etats, même si aucun résultat n'a pérennisé ces enthousiasmes. Mais le problème est de savoir exactement ce que signifie « l'Etat » pour les acteurs politiques, qui forment un ensemble extrêmement fluide depuis 1991 : les grands commerçants côtoient une partie de l'ancienne élite administrative ainsi que des personnages dûment rebaptisés « anciens »<sup>49</sup>, et les chefs militaires. Ils partagent pour l'essentiel une vision de l'Etat qui ressemble extraordinairement à celle qu'a cultivée Siyad Barre. Il ne s'agit pas vraiment de rompre avec la corruption endémique, ni avec un mode bien particulier de développement, mais d'en changer les bénéficiaires : l'idée centrale est en effet que d'autres doivent maintenant profiter de ces libéralités. La communauté internationale joue une fois de plus un rôle essentiel dans ce dispositif, puisqu'il lui incombe de faire fonctionner ce rêve à coups de millions de dollars. Tout est fait pour séduire ses représentants, avec des succès divers.

Mais cette dévotion à un Etat bien particulier s'exprime en même temps qu'un refus hautain de passer sous ses fourches caudines, dès lors qu'on doute de sa maîtrise et que son contournement offre des opportunités au moins équivalentes. Cette oscillation entre deux points de vue totalement opposés et les calculs qu'elle suscite expliquent pour une bonne part l'échec de tant de conférences qui se soldent pourtant, nous le verrons, par un consensus des principaux acteurs armés somaliens.

Le second problème est sans doute plus important encore : c'est celui de la représentation. Depuis 1991, organisations non gouvernementales, agences internationales et diplomates y sont confrontés sans avoir su définir les conditions qui, dans tout autre pays, seraient normalement requises. Certains Somaliens ont su remarquablement jouer des tendances en faveur au sein de la communauté internationale : ils ont alternativement mis à l'honneur les ONG locales, les anciens des clans, les groupes de femmes et aujourd'hui la société civile, demain peut-être les associations pour le développement d'une anthropologie post-moderne... La Conférence de Djibouti, initiée le 2 mai 2000, s'est inscrite de ce point de vue dans la continuité. Les Nations unies qui la portent à bout de bras la célèbrent comme celle d'une société civile dont les éléments les plus actifs sont l'ancienne élite politique et administrative du régime de Siyad Barre ainsi que les conseillers des chefs de faction qui ont senti le vent tourner.

---

<sup>48</sup> Clan vivant dans les régions de Bay et Bakool, souvent méprisé parce que ses membres sont des agriculteurs ou des agropasteurs mais aussi sans doute parce qu'ils viennent faire le travail de peine à Mogadiscio pendant la soudure entre deux récoltes ou durant les sécheresses.

<sup>49</sup> Célébrés par le discours néo-traditionnaliste, les « anciens » et autres « autorités traditionnelles » ont souvent une réalité sociale discutable. Tout homme marié peut être un ancien, mais son influence est liée à son intelligence, à son comportement et son éloquence, à l'argent qu'il peut distribuer... On parle donc d'une catégorie sociale extrêmement hétérogène et sans mandat clair.

On peut légitimement douter que les Nations unies aient pris la peine de vérifier la réalité des projets dont se prévalent les représentants d'ONG ou le rôle effectivement joué par les intellectuels, sans même évoquer l'implication d'une diaspora dont elles dénonçaient, il y a peu, le soutien aveugle aux chefs de guerre. Si l'on ne peut admettre une politique fondée sur l'amnésie, on doit reconnaître que le problème est néanmoins compliqué par plusieurs facteurs. D'une part, la représentation collective fonctionne surtout sur le mode de l'auto-cooptation<sup>50</sup> : chacun reconnaît à l'autre le droit de représenter son lignage ou son clan, et de cette réciprocité naissent des forums débattant le sort de groupes qu'il n'est pas nécessaire de consulter : leur opinion est requise au cas par cas. Dans ces conditions, on comprend que la liste des accords célébrés un soir et rompus au petit matin<sup>51</sup> soit si longue qu'il est pratiquement impossible de l'établir. D'autre part, il ne faut pas négliger que ce sont souvent les anciens récemment arrivés de la brousse et ceux qui sont le plus impliqués dans les factions qui participent, à Mogadiscio, aux réunions claniques. Ceux qui sont urbanisés depuis longtemps ne se sentent pour la plupart guère concernés par ces réunions auxquelles ils ne participent pas, et dont les décisions ne sont de toute façon jamais impératives. Les débats ne reflètent donc pas la réalité, ils en sont même souvent éloignés.

Les factions somaliennes qui tiennent le haut du pavé en 1991 à Mogadiscio ont très largement hérité les valeurs et les conceptions de l'Etat ainsi que l'usage de la communauté internationale qui prévalaient au cours de la décennie précédente. Elles sont le produit d'une certaine crise et d'une certaine mobilisation sociale structurée en dernière instance – et seulement en dernière instance – par le discours clanique. Cette dimension clanique est rapidement devenue ambivalente : elle a constitué une ressource politique importante au début des années quatre-vingt-dix, mais elle a imposé sa propre dynamique et sa propre cohérence à des dirigeants qui en sont souvent les prisonniers. Chaque clan ou sous-clan s'est mis par exemple à revendiquer ses droits, qui coïncidaient avec les prétentions de ceux qui l'avaient mobilisé<sup>52</sup>. Il y a des différences essentielles entre ce type de revendications et des revendications citoyennes. L'ordre clanique est holiste, la citoyenneté ne l'est pas. La loi coutumière (*xeer*)<sup>53</sup>, qui a la faveur

---

<sup>50</sup> C'est là d'ailleurs une différence très forte avec les procédures utilisées au Somaliland lors des conférences claniques aux enjeux essentiels. Au Somaliland, les divisions de clan qui paient ensemble le prix du sang (*diyya, mag* en somali) jouent un rôle essentiel dans la construction de l'ordre politique. Ces *diyya-paying* groupes n'ont absolument pas la même importance au Sud pour des raisons liées tant au mode de production, aux migrations, qu'à l'influence de l'Etat sur les communautés rurales. Voir A. Y. Farah & I. Lewis, « Making peace in Somaliland », *Cahiers d'études africaines*, n° 146, 1997, pp. 349-378.

<sup>51</sup> Ainsi les multiples réunions qui se sont tenues à Mogadiscio jusqu'au mois de novembre 1991, tentant de ménager une solution à la lutte entre les deux dirigeants Hawiye. Il serait naïf de penser que seul le général Aydiid soit responsable de ces échecs répétés.

<sup>52</sup> Ainsi, dès mars 1992, les locaux de l'organisation d'Aydiid furent décorés avec des portraits d'Abdullahi Isse Mohamud. Issu de son sous-clan et Premier ministre dans la dernière période de l'AFIS, celui-ci n'avait pu remplir les conditions pour être candidat à la présidence de la République en 1960. Les partisans d'Aydiid jugèrent qu'il fallait laver cet affront et les prétentions de leur dirigeant visaient à rectifier une humiliation historique...

<sup>53</sup> M. Colucci, *Principi di diritto consuetinario della Somali italiana meridionale*, Florence, Società editrice, 1924. A. M. Iye, *Le Verdict de l'arbre. Le xeer issa. Etude d'une « démocratie pastorale »*, Doubaï,

nostalgique de certains experts occidentaux, est fondée sur des rapports de force entre groupes, pas sur la légalité de l'action d'un individu contre un autre<sup>54</sup> : disparaissent alors les droits de l'homme, ceux des minorités ethniques (comme les Bantous ou les castés), ceux des femmes, qui sont pourtant inlassablement soulignés par ces mêmes experts.

Un bel exemple des dysfonctionnements potentiels est donné par la question d'une décentralisation et de l'autonomie régionale. Unaniment soutenue par la population après quarante ans de centralisme, cette revendication devient, une fois transcrite dans le nouvel idiome politique, la domination d'un clan sur le territoire qu'il revendique. Aucune position significative dans le domaine de la politique administrative ni même économique ne peut échoir à ceux qui ne feraient pas partie de ce clan. Au contraire, citoyens du même Etat avant 1991, ils voient leur droit à la résidence remis en cause, leurs biens confisqués, etc. Un tel problème ne se pose pas seulement en Somalie et renvoie, comme d'autres situations de conflit (des Fidji au Kosovo en passant par le Kivu congolais), à l'équivalence soudain posée entre autochtonie et citoyenneté.

Comme le clan n'existe que dans son interaction avec d'autres, l'équilibre clanique devient une nécessité. Il s'agit donc d'accommoder les intérêts des groupes les plus importants quitte à tempérer leurs éventuels antagonismes. Il s'agit également de maximiser la participation dans le processus de décision et de récompenser par des privilèges économiques, politiques ou sociaux les différentes parties de la négociation en fonction de l'influence qu'elles ont sur leur parentèle respective. Une décision sans conséquence peut donc exiger des heures et des heures de négociation avec tous ceux qui sont directement ou indirectement impliqués. Surtout, et la crise somalienne le démontre une fois de plus par sa durée, la nécessité de l'équilibre clanique empêche à moyen et long terme l'émergence d'une véritable direction politique, car dès lors qu'un dirigeant gagne une certaine influence, son appartenance clanique devient un élément de dispute tant chez ses partisans que chez ses adversaires, de par l'aiguïssement de la logique segmentaire<sup>55</sup>. A. Castagno notait en 1964 que cette scissiparité toujours en germe est la raison pour laquelle, en Somalie, à l'inverse de ce qui s'est passé dans tant d'autres pays africains, il n'y a pas de « Père de la Nation », c'est à dire d'homme politique qui, pour avoir mené son pays à l'indépendance, a pu jouir toute sa vie politique durant d'une légitimité qui dépasse le cadre étroit de la politique partisane.

On ne peut que condamner les factions somaliennes, celles de Mogadiscio au même titre que les autres, au nom la brutalité de leur action, des crimes et des massacres qu'elles ont perpétrés, de l'indifférence criminelle qu'elles ont manifestée durant la

---

International Printing Press, [s. d.].

<sup>54</sup> Par exemple, il n'y a pas d'égalité devant la loi car les peines sont attribuées en fonction des clans d'appartenance. Tuer un homme ou une femme sont deux actes de nature différente. Ce système a sa cohérence qui ne vaut que dans un univers immobile, sans brassage de populations, sans véritable indépendance des individus comme l'est par exemple la Région centrale ou une majeure partie du Somaliland et de l'Ogaden dont l'écologie est celle du nomadisme.

<sup>55</sup> Il est tout à fait intéressant d'observer l'entourage quotidien des chefs de factions. Dans les deux cas, alors qu'en 1991 le premier cercle était constitué d'individus appartenant à des sous-clans différents (et souvent non Hawiye pour Aydiid), en mars 1992 la tendance fut à une homogénéisation des lignages de plus en plus réduite aux lignages les plus proches. Une autre façon de mesurer le nationalisme de ces hommes politiques...

sécheresse et la famine de 1992, des multiples confrontations en milieu urbain, de la prédation pure qui leur a servi rétrospectivement d'unique programme politique. Mais l'on doit admettre qu'elles n'ont pas été les seules responsables. Elles sont l'expression d'une crise du tissu social, d'un nouvel agencement des rapports sociaux dont elles ne portent qu'indirectement la responsabilité. Sans ce contexte très particulier, les organisations armées somaliennes auraient peut-être emprunté une autre voie. Après tant d'horreurs et de forfaits commis, les tentatives qu'elles ont faites dans les années quatre-vingt-dix pour reconstruire l'Etat fantôme auquel elles s'étaient opposées est absolument pathétique : elles n'ont pas pu admettre que la situation interne avait radicalement changé et que la communauté internationale ne prêtait plus guère d'attention à leur pays, l'un des moins peuplés et des plus pauvres du continent.

Les prétendants à sa tête ne manquaient pas. Dès le 28 janvier 1991, Ali Mahdi Mohamed, l'un de ces nouveaux riches dont la femme avait travaillé jusqu'à la fin décembre à la présidence somalienne, se fit élire par ses proches<sup>56</sup> président de la Somalie. Il s'agissait d'abord pour lui de couper court aux ambitions du général Aydiid. Leurs relations s'étaient gravement détériorées depuis le printemps 1990, dans la mesure où ce dernier n'acceptait pas de se voir cantonné au rôle de bras armé d'une bourgeoisie hésitante, prête à tous les compromis pour conserver ses biens. Mais en acceptant de franchir ce pas avec la bénédiction italienne, Ali Mahdi avait déconsidéré l'importance des autres fronts armés, à commencer par le Mouvement national somalien, qui contrôlait déjà l'essentiel du Somaliland, mais également celui de son rival, ainsi que d'autres organisations dont l'influence était moins forte. Il créait les conditions de la confrontation puisque personne n'avait l'intention d'organiser des élections pour avoir une nouvelle direction politique, d'autant que le dictateur était encore présent dans le pays. Ali Mahdi allait devoir justifier plus tard cette précipitation. Les arguments qu'il a employés, à savoir le vide constitutionnel et la vacance du pouvoir, font sourire, d'autant que Siyad Barre les avait déjà utilisés en octobre 1969 lorsqu'il avait pris le pouvoir quelques jours après l'assassinat du président de la République. L'argument n'était que rhétorique : la vacance du pouvoir n'exige pas un homme, elle requiert un régime et Ali Mahdi était alors bien incapable d'en fournir l'esquisse, ne serait-ce que dans la capitale.

Néanmoins, son attitude était profondément cohérente dans le contexte somalien de l'époque. Durant les dernières années de la dictature, Siyad ne régnait plus que sur une portion congrue du territoire national : son surnom de « maire de Mogadiscio » rend assez fidèlement compte de ce que représentait son influence en décembre 1990. Le nouveau président estima que si la communauté internationale avait accepté pendant des années une souveraineté nationale encapsulée dans la seule capitale, son équivalent devait suffire pour lui garantir une reconnaissance internationale et le retour de l'aide<sup>57</sup> ; mais les Italiens eux-mêmes hésitèrent à donner leur caution : il est possible que d'aucuns à Rome aient espéré la restauration de l'ancien régime, qui aurait évité un

---

<sup>56</sup> Moins d'une trentaine de personnes, sans aucune annonce publique ! Un mode d'élection surréaliste dont les répercussions furent gravissimes. Pour une analyse de cette période voir R. Marchal & C. Messiant, *op.cit.*

<sup>57</sup> On l'appelle alors Ali « Nafta » (essence) car lors d'une interview à la BBC quelques jours après sa nomination, alors que la capitale est dévastée, que les médicaments manquent, il demande à la communauté internationale de livrer de l'essence. Difficile de se départir d'un tel *ethos* commerçant !

débat public sur les errements de la politique Craxi en Somalie. Comme son prédécesseur, Ali Mahdi pensa qu'une représentation nationale pouvait être obtenue en alignant un cabinet composé de ministres de tous les clans<sup>58</sup>. Comme lui également, il estima que l'administration véritable du pays était un problème accessoire : l'Italie paierait les salaires des policiers et leurs armes, l'Egypte ses uniformes, l'ensemble ferait une police (et accessoirement d'appréciables commissions). Il était commun d'ailleurs dans les dernières années du régime de Siyad Barre que des donateurs paient des consultants afin que ceux-ci travaillent dans l'administration somalienne, puis argumentent ensuite au sujet des affaires de l'Etat avec d'autres consultants, payés eux par les agences d'aide internationale.

Mais tout cela resta simple théorie, que les faits ne sanctionnèrent pas même dans le quartier où Ali Mahdi résidait. Il nomma des dizaines de fidèles à des postes qui n'existaient plus depuis longtemps ; ces récompenses suscitèrent des mécontentements qui mois après mois jouèrent en faveur du général Aydiid, dont les rangs prirent ainsi de l'ampleur. La scissiparité évoquée plus haut se manifesta rapidement. En janvier, Ali Mahdi représentait la bourgeoisie pluri-clanique de Mogadiscio. En novembre 1991, lorsque la seconde guerre de Mogadiscio éclata, dont il partage la responsabilité avec Mohamed Farah Aydiid, il n'était plus que le leader du principal sous-clan de la capitale, même s'il conservait encore, tout comme son rival, un réseau relationnel important dans les autres clans. Il ne s'agit pas ici de faire la chronique de cette crise annoncée. Pour beaucoup d'observateurs étrangers, Ali Mahdi donna encore pendant quelques années l'image d'un dirigeant civil authentiquement nationaliste. Pourtant, en 1999, lorsqu'il parut défait même aux yeux de ses fidèles et décida de se retirer au Caire, faute sans doute de les avoir convaincus, il ne put empêcher ses gardes de piller sa maison sous prétexte qu'il entendait partager les quelques armes que lui avaient données les Ethiopiens avec des individus qui n'appartenaient pas à son propre lignage<sup>59</sup>...

Mohamed Farah Aydiid pouvait quant à lui se targuer d'un passé politique plus solide et plus ancien. Dans les années soixante, il avait activement participé à la vie politique, et on citait son nom – sans preuve – comme celui d'un officier en cour au KGB, qui aurait pu lui aussi mener un coup d'Etat en 1969<sup>60</sup>. Emprisonné pendant six ans, puis relâché et promu, il entretenait bien plus tôt que d'autres des relations avec le Mouvement national somalien<sup>61</sup>. En faisant abstraction de ses méthodes brutales, de son autoritarisme et de son ambition démesurée, on pouvait penser que sa conception de l'Etat était un peu plus sophistiquée que celle de Ali Mahdi. Il n'en était rien. En mai 1992, lorsqu'il réussit à chasser Siyad Barre du pays, il disposait de l'essentiel des cartes pour se poser en

---

<sup>58</sup> Le Premier ministre était un Issaq (clan majoritaire du Somaliland) dans le dernier cabinet de Siyad et retrouve ce poste avec Ali Mahdi : cela permit à ce dernier de revendiquer le soutien des Issaq dans sa compétition avec Aydiid. Le reste à l'avenant !

<sup>59</sup> Pratiquement le même incident se produisit en juin 2000 avec un autre grand nationaliste, Hussein Aydiid, fils du général et élu président à la mort de son père en août 1996, au nom d'un principe monarchiste bien étranger à la culture traditionnelle somalienne.

<sup>60</sup> D. Compagnon, (1996), *op. cit.*

<sup>61</sup> Mais il a combattu contre l'autre grande organisation armée d'opposition au début des années quatre-vingt pour défendre le régime de Siyad Barre...



véritable alternative politique. Mais avant de tisser les larges alliances nécessaires et de proposer les compromis indispensables, il lui fallut récompenser ses alliés et se constituer une nouvelle réserve pour de nouvelles confrontations. Ses troupes, sur ses ordres ou au nom de la décentralisation de la prédation, se livrèrent au pillage de l'aide humanitaire, condamnant à mort des milliers de déplacés<sup>62</sup>. Un temps marginalisé par la présence internationale au printemps 1993, il se rétablit avec la crise de l'été et de l'automne 1993<sup>63</sup>. Après l'échec de mois de palabres avec des dirigeants d'autres factions, il se fit élire Président par ses proches en juin 1995, sans doute parce que son nouveau rival, Osman Ato, avait créé une alliance factionnelle qui les situait au même niveau. Avec la même démesure que son concurrent, il attribua alors des dizaines de postes, promettant une reconnaissance internationale rapide. Comme Ali Mahdi, il ne fut même pas capable de sécuriser la portion de la capitale où ses troupes étaient censées faire la loi. Il mourut d'ailleurs dans des circonstances étonnantes : gravement blessé lors d'un accrochage sur la ligne de front dans la guerre qui l'opposait à Osman Ato, il hésita quelques heures avant de se faire soigner tant il croyait en son étoile, et succomba faute de facilités médicales adéquates à Mogadiscio (elles avaient été pillées par ses proches).

On a beaucoup employé l'expression « seigneur de la guerre » au sujet de la guerre civile somalienne. Elle est même passée du domaine journalistique au champ académique, témoignant de la sensibilité des universitaires aux effets de mode<sup>64</sup>. Cette formulation ne devrait pas être employée sans de rigoureuses précautions<sup>65</sup>, car elle fait référence à une période spécifique de l'histoire de la Chine contemporaine, à savoir le moment où l'éclatement de l'empire et la crise du mandarinat laissent une marge de manœuvre à des chefs militaires qui vont gouverner sans partage certaines régions<sup>66</sup>. Or d'administration, il n'y en a pas à Mogadiscio, et cette locution dote donc les dirigeants somaliens d'un pouvoir dont ils auraient sans nul doute aimé disposer. Jamais les factions somaliennes n'ont pu être très structurées, du fait même de leur origine et de leur mode d'existence. Elles n'ont jamais été capables d'administrer une ville, un village, un bloc de maisons au jour le jour. Les factions ont pu dominer certaines zones, c'est-à-

---

<sup>62</sup> R. Marchal, « La militarisation de l'humanitaire », *Culture et Conflits*, n° 11, 1993, pp. 77-92.

<sup>63</sup> Le point de vue international, qui intègre bien peu le véritable jeu politique somalien, est mieux résumé dans un rapport d'enquête commandité par le Conseil de sécurité et demeuré confidentiel que dans les rapports au Secrétaire général : voir M. Ngulube & G. Hagglund & E. Erskine & W. Tubman, « Report of the commission of inquiry established pursuant to Security Council resolution 885 (1993) to investigate armed attacks in UNOSOM II personnel which led to casualties among them », New York, 24 février 1994.

<sup>64</sup> W. Reno, *Warlord politics and African State*, Boulder, Rienner, 1998. P. Rich, « Warlord, State fragmentation and the dilemma of humanitarian intervention », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 10, n° 1, pp. 78-96 parmi une trop longue liste.

<sup>65</sup> A. Hills, « Warlords, militia and conflicts in contemporary Africa : a re-examination term », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 8, n° 1, pp. 35-51.

<sup>66</sup> Dans une bibliographie extrêmement riche, voir par exemple, A. Waldrom, « The warlord. Twentieth-century Chinese understanding of violence, militarism and imperialism », *American Historical Review*, vol. 96, n° 4, pp. 1073-1100.

dire empêcher par la force toute structure politique ou militaire organisée de s'y exprimer ou d'y prendre pied. Rien de plus, rien de moins. Même ce qu'on appelle faute de mieux les milices<sup>67</sup> n'ont pas bénéficié d'une attention permanente en temps ordinaire. Seule la nécessité créée par la guerre a donné un statut aux combattants : dès que les armes se sont tues, malheur aux blessés, abandonnés à leur sort par leurs chefs<sup>68</sup> ; on est bien loin des stéréotypes de la solidarité clanique ! L'essentiel du banditisme qui s'est développé après 1995 dans la zone dominée par le général Aydiid ou son fils<sup>69</sup> est le plus souvent le fait de ces « soldats » laissés sans repas et sans *qat* pendant des jours, qui décidaient de se servir eux-mêmes<sup>70</sup> ... Les taxes censées alimenter le budget de « l'Etat » ont pour l'essentiel disparu – à l'exception notable des droits d'importation ou d'exportation – dans les poches des collecteurs et de leurs supérieurs.

L'objet de cette description rapide est de faire comprendre l'importance de la décentralisation des principales dynamiques à cause de la structuration clanique des combattants ou de la manipulation du sentiment clanique par les dirigeants (ou à l'inverse, à cause de la dépendance des dirigeants vis-à-vis de cet instrument). Il ne s'agit évidemment pas d'absoudre ces leaders, mais de prêter une attention moins exotique aux formes de *gouvernementalité*<sup>71</sup> qu'implique une telle structuration d'une partie du champ politique et social.

Ce que l'analyse de ces dix dernières années montre de façon très claire, c'est l'illusion généalogique qui se manifeste d'une double manière. La représentation généalogique (l'arbre généalogique) tend à mettre tous les clans au même niveau : ils descendent d'un même ancêtre et on peut avoir l'impression que leur fonctionnement interne est identique. Il n'en est rien. On voit toute l'importance qu'il faut accorder à la géographie, aux rapports entretenus avec l'Etat, à l'urbanisation, à la spécialisation économique qui intervient tout autant que la qualité des dirigeants dans le fonctionnement des factions. Ali Mahdi Mohamed et Mohamed Farah Aydiid passaient l'un comme l'autre leurs

---

<sup>67</sup> Le terme sous-entend l'existence de forces plus institutionnalisées, d'une organisation interne, d'une permanence qui ont fait défaut à la plus grande partie des combattants somaliens. C'est d'ailleurs un des problèmes récurrents des dirigeants des factions d'avoir à gérer le devenir de ces partisans en armes.

<sup>68</sup> Ainsi en 1991, alors que je visitais un hôpital de campagne, un jeune adolescent blessé à la colonne vertébrale et sans doute invalide à vie, comprenant que mon assistant était étranger, l'a supplié de transmettre son message à la diaspora : il ne sert à rien d'envoyer de l'argent, ceux qui ont combattu n'en reçoivent rien, pas plus qu'ils ne bénéficient de soins médicaux.

<sup>69</sup> Quelques jours avant la mort du général Aydiid, le 1<sup>er</sup> août 1996, son fils Hussein – et non le Vice-président – fut élu à la présidence de la République... Ironie de l'histoire : ce fils a grandi aux Etats-Unis et possède un passeport américain.

<sup>70</sup> Une observation qui peut en fait s'appliquer à toutes les factions à Mogadiscio et ailleurs dans le Sud.

<sup>71</sup> Ce concept renvoie à la définition proposée par Michel Foucault de l'exercice du pouvoir comme « ensemble d'actions sur des actions possibles » Gouverner en ce sens, c'est structurer le champ d'action éventuel des autres » (*Dits et Ecrits*, Paris, Gallimard, vol. 4, p. 237). La « gouvernementalité » est pour lui la rencontre entre des techniques de domination exercées sur les autres et des techniques de soi, et le philosophe a beaucoup insisté sur l'importance de l'interaction entre soi et les autres et des techniques de domination individuelle (*op.cit.*, p. 785). Pour une discussion détaillée voir, J-F. Bayart, « Fait missionnaire et politique du ventre », *Le Fait Missionnaire*, Lausanne, n° 6, septembre 1998, pp. 9-38.

jours à rencontrer les chefs de clan et les commerçants pour renouveler leur soutien, accorder des faveurs (même symboliques), obtenir de l'argent. Mais ils étaient dans des positions différentes. Ali Mahdi n'était qu'un ancien parmi les autres, plus riche bien sûr, et surtout le symbole de l'opposition au général Aydiid<sup>72</sup>. Il était reconnu mais ne pouvait prendre les décisions seul : il lui fallait consulter, recueillir les avis des uns et des autres, obtenir un fragile consensus avant de prendre une résolution significative. Les réunions claniques étaient libres, elles ne pouvaient être interdites, même si ses partisans essayaient de les contrôler et, dans les moments de crise aiguë, d'empêcher qu'elles se tiennent en créant des incidents. Plusieurs raisons à cela. D'une part, urbanisé de longue date, son clan disposait d'une élite économique et intellectuelle qui l'avait soutenu au début de la guerre civile et entendait jouer son rôle. De plus, les combattants n'étaient pas en ville mais dans les territoires adjacents au nord de la capitale ; leurs dirigeants politiques devaient être ménagés, puisque d'eux dépendait souvent l'implication de leurs troupes. La revendication clanique a été unanime pendant longtemps : renvoyer les « barbares » dans la Région centrale<sup>73</sup> ; au-delà de ce consensus, les différences étaient en général licites.

Toute autre était la situation dans laquelle se trouvait le général Aydiid. Son charisme lui valait le soutien d'une fraction de la population, mais les élites urbanisées de son sous-clan étaient divisées et initialement réticentes. Il réussit à imposer un véritable contrôle du clan jusqu'en juillet 1993. Ne se tenaient que les réunions qu'il avait personnellement autorisées, et les quelques figures qui pouvaient cristalliser une opposition au niveau clanique étaient marginalisées : on voit que les rapports entre clans et factions sont extrêmement plus complexes que la simple équivalence. Lorsque, le 13 juillet 1993, les hélicoptères américains bombardèrent la maison d'un de ses lieutenants, ils ne commirent pas simplement un crime de guerre, dont la communauté internationale ne se soucia pas. Ils supprimèrent des figures claniques qui jouaient un rôle essentiel dans le dispositif de maîtrise du clan. Le soutien dont bénéficiait le général ne se démentit pas sur-le-champ, à cause de la guerre décrétée par Washington, mais les tensions s'accumulèrent et se révélèrent peu après la création du gouvernement, en 1995. D'abord parce que ce dernier ne fut reconnu ni par la Libye, ni par l'Ouganda ni par l'Erythrée contrairement à ce que le général Aydiid avait annoncé. Ensuite, parce que les tensions au sein de son camp devinrent ingérables. D'une part, les lignages qui lui étaient les plus proches se conduisirent avec une arrogance qui rappelait celle de la parentèle associée au régime précédent, ce qui était intolérable pour les autres. D'autre part, au lieu de traiter Osman Ato, qui lui était très proche du point de vue clanique, comme il avait traité d'autres opposants appartenant à des lignages plus distants, il transigea pour ne pas le mortifier, et ressuscita ainsi le clivage qu'évoquait A. Castagno. Enfin, il se prit à rêver d'être réellement le Président et décréta ne plus vouloir rencontrer les anciens, ce qui les humilia et suscita leur opposition. Son fils, totalement ignorant des relations tissées par son père, a d'ailleurs poursuivi dans le même sens et perdu en quelques mois l'essentiel du soutien intérieur qui lui restait. Par chance, la Libye et

---

<sup>72</sup> C'est d'ailleurs quelques mois après la mort du général Aydiid que les dissensions internes très fortes dans le sous-clan d'Ali Mahdi éclatèrent sur la place publique, d'abord au niveau politique, puis rapidement sous forme d'incidents violents.

<sup>73</sup> Dont était originaire la plus grande partie des miliciens d'Aydiid. Voir R. Marchal & C. Messiant, *op. cit.*

l'Erythrée avaient parié sur le jeune Somalo-Américain !

Il faut évidemment s'interroger sur les raisons qui ont conduit des individus pas toujours dénués de raison à accepter des postes qui n'avaient aucun sens. Il n'y a pas d'explication simple. Certains, très peu, croyaient que de telles nominations correspondaient à une étape dans la reconstruction politique du pays. Il fallait parier et avancer pour rallier les dissidents et l'inévitable communauté internationale, tout à la fois naïve et prudente. Pour beaucoup, il s'agissait de capitaliser : ils étaient théoriquement nommés pour représenter un sous-clan, tâche qui ne se refuse pas, d'autant qu'elle leur donnait les moyens de survivre économiquement. En effet, une fois en place, libre à eux de collecter de l'argent auprès des hommes d'affaires de leur lignage, d'accorder quelques faveurs dûment rémunérées ou plus simplement (dans la grande période de l'aide humanitaire qui dura jusqu'en 1995), de dépouiller les fameuses ONG ou agences internationales, marché lucratif mais compétitif. L'impunité était généralisée et les détournements de fonds touchaient aussi les factions... Mais il y a également des raisons peut-être plus profondes. Comme dans la fonction publique italienne<sup>74</sup>, l'idée que le poste appartient à son détenteur et que rien ne peut l'en déloger si ce n'est une promotion substantielle est ancrée. A de multiples reprises, des incidents ont éclaté alors qu'une personne en place, voyant sa position remise en cause par le chef de la faction (du « gouvernement » !), organisait la mobilisation clanique pour défendre son « travail »<sup>75</sup>. La position était identifiée à un bien privé, et donc traitée comme tel. D'autres n'entretenaient guère d'illusions sur la réalité de leur charge, mais ils considéraient qu'il était essentiel de conserver leur affectation, afin d'avoir un moyen de négocier lorsqu'un véritable Etat verrait le jour (c'est-à-dire serait reconnu par la communauté internationale) : en effet, dans un univers clanique, le fait d'abandonner un bien à d'autres<sup>76</sup> ouvre des droits à une indemnisation. Refuser de l'octroyer constitue un affront qui doit être réparé.

*Quid* des biens publics dans un tel contexte ? Dans tous les cas, les factions ont complètement échoué à en reconstituer jusqu'à aujourd'hui. Lorsque le général Aydiid, dans un cadre autrement plus calme qu'en 1991, a décidé de créer un Palais du peuple, il l'a fait dans une enceinte privée. Aucune faction n'est réellement parvenue à reprendre le contrôle de propriétés gouvernementales, à de très rares exceptions près qui tenaient au fait que les nouveaux occupants étaient très proches des dirigeants. Ali Mahdi par exemple a utilisé l'ancien bâtiment de la Police politique comme bureau, ce qui n'a pas manqué de susciter des sarcasmes. Une anecdote illustre la situation. Une école secondaire était occupée par des déplacés à la tête desquels on trouvait un ancien directeur régional de l'instruction. La possibilité de réhabiliter l'école et d'y envoyer plusieurs centaines d'enfants grâce à des financements européens fut évoquée. Il était

---

<sup>74</sup> S. Cassese, « Il sistema amministrativo italiano, ovvero l'arte di arrangiarsi » in S. Cassese & C. Franchini (ed). *L'Amministrazione pubblica italiana : un profilo*, Bologne, Mulino, 1994, pp. 11-18 .

<sup>75</sup> Ceci donna lieu à des crises ouvertes en 1992 à l'aéroport international de Mogadiscio et en 1995 au port, pour ne prendre que ces exemples.

<sup>76</sup> C'est le cas, surtout après 1993, lorsque les vrais propriétaires d'une maison essaient de la récupérer. Ils doivent donner une somme d'argent significative car les occupants ont « protégé » ce bien des voleurs, et tout travail mérite salaire... On le voit, c'est un peu plus compliqué que la pure extorsion, même si cela n'en diffère pas fondamentalement.

acquis que les déplacés seraient relogés ailleurs, et qu'ils recevraient un petit dédommagement financier. Leur responsable, dont on aurait pensé qu'il serait sensible à cette proposition, alla chercher de nouveaux déplacés afin de toucher une commission supplémentaire... Le projet fut évidemment abandonné. Les écoles et les bâtiments gouvernementaux sont donc toujours occupés par des déplacés, ou par des gens en armes agissant pour eux-mêmes ou pour des personnes privées. Dans le premier cas, un ersatz d'ONG locale est en fait souvent le véritable gestionnaire des lieux, qui accepte de recevoir les déplacés dans la mesure où une aide humanitaire peut leur être attribuée, ce qui suppose d'importantes commissions. Des situations plus souriantes existent également : il arrive que des enseignants prennent le contrôle d'une école et la fassent fonctionner comme une école privée payante ; mais ces cas sont rares. C'est la notion même de bien public qui continue d'être extraordinairement fragile. L'hôpital de Merka, une petite ville au sud de la capitale, est devenu célèbre parce que les patients n'y paient pas leurs médicaments et que les frais d'analyse dont ils peuvent s'acquitter sont réellement utilisés pour payer les salaires, mais ceci est le résultat d'années de travail et de lutte contre la petite et la grande corruption ; dans les autres hôpitaux, même financés et gérés par la communauté internationale, la situation est souvent nettement moins bonne<sup>77</sup>. Les exemples abondent et incitent au pessimisme le plus grand. En ce qui concerne les maisons privées, elle est radicalement différente, nous l'avons vu.

Les factions ont tenté de reproduire le mode d'imposition qui régnait avant le renversement de la dictature. Fondé sur la collecte de taxes d'importation et d'exportation, il supposait bien évidemment le contrôle des ports et des aéroports. Pendant les deux premières années de la guerre civile, le niveau de tension à proximité de ces deux endroits était d'ailleurs un très bon paramètre du climat politique. Mais durant cette période, les enjeux étaient très directement liés à la captation de l'aide internationale. En mars 1992, lorsque le premier bateau affrété par le Programme alimentaire mondial arriva dans le port, il fut accueilli à coups de mortier et dut attendre plusieurs jours avant de se mettre à quai : certains, dans la capitale, avaient encore du sucre et de la farine à vendre au prix fort. Les petits avions transportant le personnel humanitaire payèrent de lourdes taxes d'atterrissage et de parking. Le déchargement de l'aide a lui aussi permis bien des détournements. Jusqu'en 1995, on a pu d'ailleurs observer qu'une bonne partie des incidents se déroulaient à proximité des lieux d'accès à cette ultime forme de rente internationale : le port, l'aéroport ou la gigantesque enceinte où s'était installée la direction de l'opération onusienne, qui offrait emplois, contrats ou, à la fin, des vols. La situation a évolué après 1995, car le port et l'aéroport international<sup>78</sup>, revendiqués par différents groupes, parmi lesquels certaines factions<sup>79</sup>,

---

<sup>77</sup> Ainsi la mort du docteur Marquez de MSF à Baïdoa en 1997 est due au fait que, sans expérience de terrain, il a voulu mettre fin au commerce de médicaments dans l'hôpital dont il était responsable. Il n'a pas été difficile à l'infirmière qui perdait une source importante de revenus de convaincre quelques miliciens d'assassiner le gèneur, en faisant valoir qu'un de leurs camarades était mort faute de médicaments.

<sup>78</sup> L'histoire de l'aéroport est tragi-comique car la piste est divisée en parcelles revendiquées depuis le départ des avions onusiens en février 1995 par différents sous-clans. Le général Aydiid, détenteur d'une fraction, a bien essayé d'obtenir la restitution d'autres bouts puisqu'ils sont contrôlés par des miliciens qui le soutiennent. Mais rien n'y fait car chacun rêve d'obtenir un véritable pactole puisque l'aéroport donne un contrôle sur l'aide internationale. C'est un peu la même logique que lorsque les Nations unies proposaient 20 000 dollars à qui aiderait à la capture du général Aydiid. Cette offre fut ressentie comme une insulte, non parce qu'elle impliquait de trahir un des siens, mais parce que le montant était jugé dérisoire...

étaient devenus inutilisables. Le général Aydiid a pourtant réussi à imposer partiellement le retour sous sa coupe du port de Merka et des deux aéroports commerciaux, contrôlés par des membres de son groupe (Balladogle, un aéroport militaire à 90 km au sud de la capitale et une piste au kilomètre 50 où atterrissaient les avions de *qat*). Cette information mérite d'ailleurs quelques réserves, car dans les faits, les employés sont restés en place, seules les taxes (ou une partie) lui ont été payées. Même s'il a fallu des mois pour que cette situation soit effective, ce succès est imputable à ce que les grands commerçants de son clan ont cru pendant une longue période à son gouvernement. A sa mort, les motivations ont changé, pour des raisons qui n'ont plus rien à voir avec l'idée de gouvernement. Depuis 1998, ce système déjà bringuebalant est complètement laminé. Ne paient que ceux qui veulent payer !

La situation au Nord de Mogadiscio n'est pas radicalement différente, mais elle est peut-être plus riche d'enseignements en ce qui concerne les débats derrière l'apparente omniprésence des clans ou factions. En novembre 1994, des tribunaux islamiques<sup>80</sup> furent constitués, qui fonctionnèrent grâce à des milices correctement rétribuées. Le soutien de la population ordinaire fut massif, car cette partie de la capitale devint sûre, les armes disparurent des rues et la vie quotidienne retrouva un semblant de normalité. Mais les contradictions s'accumulèrent. Certaines étaient liées au débat politique, d'autres au fait que ces tribunaux islamiques, à l'inverse des factions, fournissaient un service essentiel et pouvaient se constituer en alternative. Lorsque la crise violente éclata en 1997, elle trahit non seulement des divisions factionnelles mais également une rupture au sein même des milieux d'affaires du clan d'Ali Mahdi, certaines factions se trouvant sans influence sur les décisions de ces tribunaux qui entendaient collecter les taxes sur l'aéroport situé au nord de la capitale, Iseley, (il était peu actif), mais aussi au port d'Eel Mahaan, où ils étaient établis les principaux importateurs.

Au terme d'une telle description, qui reste allusive à bien des égards, on comprend peut-être mieux la congruité des propos de J. Leca. L'échec des factions à s'imposer comme gouvernement est lié à de nombreux paramètres. On a voulu ici mettre l'accent sur au moins trois d'entre eux. Les factions partagent toutes la même vision, une vision qu'on pourrait qualifier médicalement de terminale de l'Etat. L'idée de gouvernement et d'administration leur est fondamentalement étrangère car elle n'a plus de base objective. Ce constat est basé sur les deux autres points de l'analyse présentée ici. D'une part une indifférenciation sociale extrêmement forte qui entraîne une absence complète de structuration d'un champ politique et donc de statuts, de spécialisation politique, de représentation sociale. Le fait que plus de 2 000 délégués par exemple soient présents à la conférence de Djibouti est perçu comme un fait positif, alors qu'il exprime simplement l'incapacité de retrouver une forme de représentation digne de ce nom et cette crise resurgira avec ou sans la nomination d'un Parlement et d'un gouvernement, même si le président djiboutien et les Nations unies emploient les forceps. D'autre part, l'atomisation

---

<sup>79</sup> A l'automne 1998, une évanescence Administration de la capitale mise en place au terme du douzième accord entre factions au Caire annonce l'ouverture prochaine du port, comme l'y incitent les agences internationales. Aussitôt les miliciens qui en contrôlaient l'usage à la fin 1992 avant l'arrivée de l'opération internationale se précipitent avec armes et vivres : le port ne pourra fonctionner sans eux et, donc, ne fonctionnera pas !

<sup>80</sup> Confronté à une montée de l'opposition au sein de sa faction et cherchant à retrouver un soutien populaire, Ali Mahdi prit acte de la croissance de la délinquance et réussit à former des tribunaux islamiques.

complète et la décentralisation absolue de toutes les pratiques, notamment la prédation. Comme la précédente, elle indique qu'on ne peut faire porter l'échec de toute reconstruction étatique sur les factions mais au contraire sur un certain agencement des fonctionnements sociaux, dont les factions ne sont que l'une des expressions datées. Pourtant, il ne faudrait pas en conclure que la société somalienne et Mogadiscio n'ont pas changé depuis dix ans, bien au contraire.

## L'ANARCHIE COMMERCIALE<sup>81</sup> COMME ALTERNATIVE POST-ETATIQUE

S'il faut absolument dater l'ère des factions à Mogadiscio, on peut évidemment retenir comme moment inaugural le soulèvement de Mogadiscio en décembre 1990, et peut-être dater son terme de la mort du général Aydiid en août 1996. Elles n'ont évidemment pas disparu du paysage de la capitale à ce moment précis, elles y font encore donner le canon à l'occasion, mais le système s'essouffle et, même si elles étaient encore présentes en juillet 2000 et disposaient d'une réelle capacité de nuisance voire encore d'un nombre significatif de partisans, elles ne structuraient plus le débat politique et la vie sociale comme cela avait été le cas quelques années auparavant. Symboliquement, on peut dater de juillet 1998 les prolégomènes du nouvel ordre.

De fortes pluies inondèrent à l'époque certaines localités du Sud, interdisant à Mogadiscio l'accès au principal marché, Bakaraha, et laissant craindre une épidémie de choléra. Les commerçants du marché décidèrent de prendre les choses en main et de nettoyer la boue et tous les déchets accumulés sur les voies d'accès. Mais à Mogadiscio, la mise en œuvre d'un tel projet n'allait pas de soi : d'aucuns pouvaient demander des dédommagements parce qu'on avait enseveli leurs immondices<sup>82</sup> ou parce que les machines gênaient l'accès à leur domicile... Le nettoyage du quartier exigea une véritable démonstration de force et l'aide des *technicals* (voitures sur lesquelles est montée une arme lourde). Un tel événement était novateur à deux titres. D'une part, si la collaboration entre commerçants existait déjà à différents niveaux, son but dépassait pour la première fois leurs intérêts immédiats. D'autre part, ils décidèrent seuls de l'ensemble du programme, sans consulter de responsables du « gouvernement » ni d'une faction. La situation devient cocasse lorsque l'on constate que certaines *technicals* provenaient de ce qui aurait dû constituer l'armée gouvernementale : les commerçants avaient contacté les responsables, payé les gardes, sans demander la moindre autorisation. Les factions ne s'y trompèrent pas et accélérèrent le pas pour mettre en place une administration fantoche de la capitale qui, suivant l'accord signé au Caire en décembre 1997, devait constituer l'ultime pas avant la convocation d'une nouvelle conférence à Baidoa pour nommer le gouvernement du pays. Ce leurre n'eut que le

---

<sup>81</sup> En référence à l'ouvrage de I. Lewis, *A Pastoral Democracy*, Londres, 1961, *op. cit.*

<sup>82</sup> Telle est l'histoire que me conte en 1994 l'un de mes collègues de l'université de Mogadiscio, (en congé sabbatique depuis de longues années !).

temps de voir le jour avant de disparaître, et n'eut aucun impact sur la ville mis à part quelques contrats octroyés à des proches et payés par les Libyens.

Un processus de « privatisation » sauvage avait déjà eu cours dans les années quatre-vingt mais il relevait davantage de la prévarication que de la libéralisation économique. Cette tendance s'accrut après 1991. Le pillage qui eut alors cours correspondait bien sûr à une certaine redistribution sociale. On défonçait les murs, on creusait des tranchées pour récupérer le cuivre, etc. Mais les clivages étaient rarement de classe. La prédation s'exerçait par exemple sans état d'âme sur les membres des « minorités » arabe et indo-pakistanaise soudain coupables d'être les pires exploités et bien sûr d'avoir collaboré avec la dictature. Si les biens des gens issus de clans associés directement au régime subirent un sort similaire, d'autres propriétés furent pillées alors que leurs possesseurs étaient de notoriété publique dans l'opposition. La grammaire des rapports de force claniques ne rend compte que très imparfaitement de la situation qui se déroula alors, car le soulèvement de Mogadiscio fut aussi une révolte populiste des gueux contre les bourgeois. Mais on vit émerger des entrepreneurs, peut-être un autre aspect de ces *politici d'affari* mentionnés plus haut, souvent membres de l'élite urbaine et pas toujours issus des clans les plus armés, qui prirent possession des biens publics, voire de propriétés appartenant à des gens qui ne pouvaient se défendre. Il serait toujours facile plus tard de se défaire sur les miliciens en arguant de leur identité clanique alors qu'on les avait rétribués pour qu'ils agissent. Les statistiques du commerce avec Doubaï, fournies par la Chambre de commerce de l'Emirat, montrent d'ailleurs l'ampleur des réexportations de cuivre et d'autres machines : des combattants tout juste arrivés de la brousse ou de petits délinquants urbains ne pouvaient être l'unique origine de tels flux...

Cette période s'acheva pourtant grâce à l'intervention internationale et à la normalisation qu'elle suscita. Avant décembre 1992, une masse impressionnante de la population était impliquée de façon quotidienne dans les activités des factions, la collecte de fonds, la mobilisation, les interminables discussions sur les fautes des adversaires et les trahisons des uns et des autres. En changeant la donne économique, l'opération internationale et onusienne a poussé, peut-être involontairement, la population à revenir à des soucis davantage inscrits dans leur réalité. L'effervescence s'est dissipée et, malgré quelques moments de fièvre, ne s'est pas répétée. Même lorsque la chasse lancée contre le général Aydiid a connu ses pires moments, il ne faut pas oublier qu'une bonne partie de la population urbaine (surtout au nord de la capitale, bien sûr) a soutenu l'action militaire américaine. Si le respect des biens publics tendait à être nul, il n'en était pas de même des biens privés, malgré certaines modulations que nous avons précisées plus haut. A l'exception des périodes de crise aiguë, la criminalité violente à Mogadiscio fut bien moins importante qu'à Johannesburg et les miliciens bien moins violents en général que ceux de Sierra Leone, dans la mesure où toutes les victimes potentielles appartenaient à des clans armés. En effet, les nouvelles règles d'action respectent certains équilibres de force, on pourrait dire de terreur. Une attaque contre le membre d'un clan puissant entraîne le plus souvent une revanche violente : l'ordre nomade s'impose dans l'univers urbain.

Bien que fondamentalement injuste, un tel système de régulation de la violence autorisait une certaine souplesse, dans la mesure où l'on constatait, jusqu'à la guerre civile du moins, une exogamie dans les clans somalis. Il était souvent possible de trouver un parent ou un ami appartenant à un clan fort, susceptible d'assurer une sorte de protection permettant non seulement de subsister mais également de commercer, voire



de s'impliquer en politique. Les factions jouèrent d'ailleurs dans ce processus un rôle pas toujours négatif car chacune d'elles tendit à tisser des alliances « nationales » qui s'exprimaient dans de grandes confédérations politiques (Alliance de sauvegarde somalienne pour Ali Mahdi, Alliance nationale somalienne pour le général Aydiid) et éventuellement dans les fameux gouvernements fantômes. Cela a accru d'une manière souvent fragile la protection dont jouissaient les clans les plus faibles ou les membres de clans qui ne résidaient pas à Mogadiscio. La mort du dictateur en janvier 1995 a également constitué un élément d'apaisement, car le risque de le voir revenir (argument encore utilisé par le général Aydiid en 1993) a alors disparu. Certes, après cette date, trop de gens (souvent issus de clans « faibles ») ont été assassinés, mais ils l'ont été en général parce qu'ils avaient de l'argent ou parce qu'ils étaient les victimes de représailles d'un crime commis par des parents.

On pourrait tenter de faire un parallèle entre cette situation et l'économie de la protection telle qu'elle a été décrite par certains auteurs<sup>83</sup>. L'acteur dans cette économie n'est pas la faction (même si elle a semblé y jouer en 1991 ou en 1992 un rôle déterminant en ce qui concerne l'aide internationale), qui n'est que l'une des facettes de l'économie somalienne, évidence qu'on tend trop souvent à oublier. Il s'agit d'une figure qui existait déjà dans la société précoloniale et qu'ont évoquée Ibn Battuta<sup>84</sup> ou, cinq siècles plus tard, le voyageur français Charles Guillain<sup>85</sup> : l'*abbaan*. L'étranger entendant séjourner en territoire somali, la caravane<sup>86</sup> désirant pénétrer à l'intérieur des terres, devaient se recommander d'un personnage connu pour sa probité, son statut et, *last but not least*, la force de son lignage, qui devenait leur protecteur. Toute attaque contre cet étranger ou cette caravane devenait une attaque contre l'*abbaan* et son lignage, dont l'honneur ne pouvait être préservé que par une prompte revanche. C'est ce système qui s'est mis en place avec succès, autant pour les ONG et les agences internationales<sup>87</sup> que pour les Somaliens eux-mêmes, dès que leur identité clanique n'a plus suffi à garantir leur sécurité.

En effet, les grands marchés de la capitale n'ont pas connu l'épuration clanique que le reste de la ville a endurée, et des commerçants Marehan (du clan de Siyad Barre) ont pu reprendre les contacts d'affaires dès 1992. Ce système est essentiel, car il a évité une balkanisation clanique du marché et donc à terme son asphyxie. Il a permis aux entrepreneurs d'avoir accès à des territoires que les divisions factionnelles leur interdisaient *a priori*. Toutes ces années de guerre civile n'ont ainsi jamais réellement remis en cause l'unité de l'espace économique somalien. Même l'indépendance du

---

<sup>83</sup> F. Lane, « Economic consequences of organized violence », *Journal of Economic History*, vol. 18, 1958. C. Tilly, « War making and State making as organized crime » in P. Evans & D. Rueschmeyer & T. Skocpol, *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 161-191.

<sup>84</sup> Ibn Battuta, *Voyages*, Paris, La Découverte.

<sup>85</sup> Charles Guillain, *Documents sur l'histoire, la géographie, le commerce de l'Afrique orientale*, Paris, Arthur Bertrand, 1856.

<sup>86</sup> I. Lewis, « Lineage continuity and commerce in northern Somalia », in I. Lewis, *Blood and Bone*, Trenton, Red Sea Press, 1994, pp. 114-115.

<sup>87</sup> R. Marchal (1993), *op. cit.*

Somaliland et la mise en circulation d'une nouvelle devise, valide uniquement dans cette région de l'ancienne Somalie, n'ont pas écorné cette situation. Le gouvernement autoproclamé a fermé les yeux sur les transactions commerciales qui se déroulaient sur un grand marché à proximité de Burao et qui constituaient le point de contact économique entre le Nord et le Sud de la Somalie.

Ce succès s'explique également par un autre facteur qui demanderait de longs développements sur l'essor des négoce à Mogadiscio. Alors que l'attention internationale se concentrait sur la scène politique, la structure économique de la capitale a rapidement évolué. On imagine mal la croissance des activités de négoce à partir de 1993. Certes, le pillage de l'aide internationale a peut-être constitué une sorte d'accumulation primitive, mais la société urbaine disposait de bien d'autres ressources, à commencer par les envois d'argent des migrants économiques ou des réfugiés politiques. Même au printemps 1992, alors que la famine s'installait, les denrées essentielles étaient toutes disponibles à Mogadiscio : il fallait pouvoir payer. En juillet 2000, on y trouvait trois compagnies de téléphone, l'Internet, deux réseaux de télévision, au moins deux radios FM en plus de deux autres émetteurs en ondes courtes. Six ou sept vols commerciaux hebdomadaires relient la capitale somalienne à Djibouti, Nairobi (via Eldoret) et surtout Doubaï. De nombreuses écoles privées ont vu le jour, trois prétendent même être des universités... Les acteurs de cette nouvelle économie ont des origines différentes. L'ancienne bourgeoisie est encore partiellement présente, mais en général peu active. La masse est constituée par des miliciens qui se sont démobilisés spontanément et, surtout, des petits commerçants qui ont fait leur apprentissage dans la seconde économie des années quatre-vingt, ont l'habitude du risque autant que la capacité à mobiliser les réseaux claniques, et qui tiennent souvent le haut du pavé. Il y a également une fraction minime mais importante d'instruits qui sont rentrés en 1993 ou après 1998 et qui saisissent les opportunités réelles.

La privatisation est allée très loin. En 1999, des grands commerçants ont même importé des billets imprimés à l'étranger qu'ils écoulent sur le marché de façon à faire des profits considérables sans provoquer un effondrement du taux de change qui détruirait leur négoce et susciterait une réaction des autres commerçants ! Il serait cependant naïf de croire qu'une telle économie relève du modèle de marché purement concurrentiel : elle souffre de profondes défaillances, qui entraînent d'ailleurs des faillites retentissantes et des départs précipités en exil. En effet, la compétition n'est pas absolue et consommateurs comme commerçants sont guidés par des motivations qui n'appartiennent pas toutes à la sphère économique. Le clan joue toujours un grand rôle, même s'il n'a plus l'importance qu'il connaissait en 1992. La question de la sécurité est un sérieux problème dont la solution est coûteuse. De façon plus générale, les coûts de transaction sont élevés. Les contrats les plus intéressants sont toujours ceux conclus avec les organisations humanitaires, et vont aux commerçants des clans les plus puissants ; si tel n'était pas le cas, la sécurité serait en péril. Il n'y a que très peu de collaboration dans des secteurs vitaux comme les télécommunications : on peut appeler l'Australie, mais on doit payer le prix fort pour appeler la maison de l'autre côté de la rue, faute d'interconnexion entre les différents réseaux. L'absence de tout cadre réglementaire pose de nombreux problèmes. Ainsi, les médicaments sont en vente libre et les traitements de la tuberculose, pandémie aujourd'hui en Somalie, sont vendus sans contrôle de leur usage, ce qui a créé de fortes résistances du bacille. De très nombreuses écoles sont davantage des garderies que des lieux d'enseignement : n'importe qui peut se déclarer instituteur ou professeur. Aucune compagnie aérienne ne

répond aux normes de l'Aviation civile internationale.

Une telle modification de la base économique urbaine a conduit peu à peu à des changements qui restent fragiles, peut-être même réversibles mais dont il faut prendre la mesure. Pendant les premières années, les hommes d'affaires se sont situés à l'interface entre le « clan » et la faction, car ils finançaient une partie de l'argent nécessaire à la vie politique (l'autre étant fournie par la diaspora). C'était une situation où chacun dépendait des autres. La sécurité du commerce était liée au soutien du clan. Ce dernier entendait obtenir une nouvelle division du pouvoir qui avantageait ses représentants à un moment donné. Les factions devaient assumer cette tâche en assurant des gains politiques et militaires qui justifiaient le soutien financier de l'un, humain de l'autre.

L'incapacité des factions à apparaître comme de futurs gouvernants et à rendre des services aussi élémentaires que le maintien de la sécurité a suscité la crise de cette division du travail. La fin des tensions extrêmes permet qu'un espace de sociabilité existe à nouveau, que les urbanisés de longue date essaient de développer. A partir de l'été 1998, une fraction importante des commerçants a décidé de reprendre les choses en main. Une première traduction politique de ce changement a été l'apparition des tribunaux islamiques au Sud de Mogadiscio, qui ont moins à voir avec l'islamisme<sup>88</sup> qu'avec la polarisation des affaires sur les Etats du Golfe. Ceux-ci emploient pour l'essentiel les milices qui étaient auparavant au service des factions, ou des commerçants (les deux groupes se recoupent bien évidemment). Ils se développent en opposition aux factions qui sont pourtant impuissantes puisqu'elles ne disposent plus ni des soutiens financiers nécessaires, ni de l'appui populaire.

Il ne s'agit pas de surinterpréter cette évolution : il n'y a là aucun projet d'administration. Mais ce changement initie la renaissance d'intérêts publics et non plus simplement claniques. Il faut bien sûr être conscient de ce que la culture politique du monde des affaires est peu différente de celle des factions : il est en particulier très douteux qu'il ait une conception de l'Etat susceptible de protéger sa propre existence. Les trajectoires sociales de ses membres expliquent en effet que ce monde des affaires reste extrêmement fluide, et dépourvu d'une véritable conscience de soi. A cette indécision s'opposent aujourd'hui plus clairement les enjeux que représente Mogadiscio sur le marché régional. Avec le calme qui règne, les grands commerçants pensent à s'impliquer dans d'autres activités que le simple négoce du sucre ou de la farine ; il faut avoir pour cela des actionnaires étrangers et donc des sauvegardes qui les rassurent. Pouvoir voyager plus facilement, or le passeport somalien n'est pas le meilleur moyen de franchir les frontières. Il faut enfin des banques et des institutions financières dont l'existence dépend de la reconnaissance internationale. Cela suffira-t-il à provoquer un réel changement ?

---

<sup>88</sup> Cet événement requiert en fait une analyse méticuleuse qui n'est pas faite ici. Ces tribunaux fonctionnaient initialement à l'intérieur de chaque clan mais réussissent en 1999 à se coordonner grâce notamment à l'activisme des islamistes. Pourtant la charria n'est pas appliquée, une leçon de la précédente expérience au Nord de Mogadiscio entre 1994 et 1997.

## CONCLUSION

Le soulèvement de Mogadiscio, l'émergence des factions et leur crise ne peuvent être analysés comme le résultat d'une révolte populaire et de la lutte pour le pouvoir au sein de sa direction. Des dynamiques sociales, économiques, politiques ont contribué dialectiquement à recomposer complètement la culture urbaine, les relations avec l'« Etat » ou les autorités « collectives », la manière de vivre au quotidien. Les migrations des pasteurs nomades vers la capitale s'inscrivent dans le temps long mais leur impact dans les années quatre-vingt a été particulièrement important. Vivant dans une économie de la rareté, ils ont conservé et même aiguisé dans leur installation urbaine le sentiment, l'identification et les valeurs claniques à un moment où les autres répertoires identitaires s'effondraient. La crise économique et le développement d'un certain type de seconde économie ont redoublé la crise politique, affaiblissant d'autant la citoyenneté, et ont mis l'accent sur le clan comme une stratégie alternative de socialisation et d'organisation économique. L'opposition, dans sa volonté d'isoler une élite dirigeante aux bases de plus en plus étroites, a mis l'accent sur son identité clanique et est devenue elle-même prisonnière de ce processus.

La révolte populaire ne traduit donc pas une rupture mais au contraire l'approfondissement de ces dynamiques. Les migrations de jeunes combattants ou de leurs parents s'accélérent alors, car il s'agit pour eux d'appuyer militairement les dirigeants auxquels ils s'identifient, de profiter du butin d'une guerre qui avait commencé dans les campagnes, ou simplement de profiter ainsi du mode de vie urbain. D'une certaine manière, Mogadiscio semble disparaître : les communautés qui y vivaient depuis des siècles ont été massacrées ou chassées, l'univers urbain est envahi par les populations de la brousse. Aux règles de l'urbanité ont succédé de nouvelles lois non écrites où la violence, manifeste ou euphémisée, joue un rôle essentiel.

Les factions ont échoué parce que l'Etat tel qu'elles se le représentaient était celui de l'ancienne élite dirigeante des années quatre-vingt. Elles pensaient pouvoir créer les bases du même type d'Etat que celui qu'elles avaient renversé. Comme lui, elles ont été incapables de mettre un terme à la fragmentation sociale et à la décentralisation des pratiques de pouvoir et de prédation. Elles apparaissent finalement comme des groupes opposés à d'autres groupes, et sont incapables de faire la preuve de leur représentativité ni de leur capacité à offrir des services publics comme le maintien de la sécurité, alors que tous – ensemble de la population et milieux d'affaires – les réclament.

Dans la vie politique somalienne, ces derniers ont toujours joué un rôle crucial. De façon déterminante, ce fut le cas lors des dernières années d'un régime à bout de souffle qu'ils hésitaient à contester malgré son incapacité à se réformer. Après 1991, les hommes d'affaires essayèrent un temps de reprendre le même jeu dialectique entre les clans et les factions. Une telle attitude exigeait cependant que clans et factions existent et agissent d'une manière relativement cohérente. La scissiparité du jeu factionnel a remis cette hypothèse en cause, incitant les milieux d'affaires à réagir. Dans le nord de Mogadiscio un équilibre instable a été obtenu de 1994 à 1997 grâce à l'instauration de tribunaux islamiques mais il a cédé dès que ces derniers se sont autonomisés et se sont opposés tant à la logique factionnelle qu'aux intérêts de certains milieux d'affaires. Au Sud de la capitale, une tentative similaire, plus modeste à certains égards, a pris corps à la fin 1998 et connaît pour l'heure un relatif succès. Ces évolutions traduisent

certainement une recomposition sociale et économique dont les débouchés politiques apparaissent néanmoins encore confus.

Notre projet était d'étudier la gouvernementalité de Mogadiscio. Comment la caractériser au terme de cette analyse ? La réponse semble être la gouvernementalité de l'*abbaan*. On voudrait en donner trois justifications qui exigeraient sans doute de plus longs développements.

Tout d'abord, c'est un système d'actions et de représentations qui encadre l'interaction et la médiation sociale dans l'univers violent qu'est Mogadiscio. Si une personne doit faire face à un problème qu'elle ne peut régler seule, elle se retourne vers un ancien respecté de son lignage ou de son sous-clan (le respect n'étant pas défini par des normes intemporelles). Celui-ci entreprend de résoudre le cas en identifiant des interlocuteurs qui disposent du même statut et peuvent agir de leur côté pour atteindre la solution. C'est un système basé sur la compensation qui coopte les uns et les autres, gage de son efficacité sociale.

Ce système s'inscrit pour une part dans une représentation clanique de la société, telle qu'elle est comprise dans l'instant par une grande majorité des protagonistes violents et admise par les autres, faute d'alternative. Il génère sa rationalité, ses acteurs mais ne les institutionnalise pas et n'en codifie pas le comportement. Chaque cas requiert une intermédiation particulière qui est dictée autant par le contexte que par l'identité des personnes impliquées. Il subsume en particulier cette décentralisation dont on a fait état à de multiples propos dans l'analyse de la situation somalienne et de Mogadiscio.

Il n'est pas inscrit dans la seule rationalité du clan, car il se construit sur des valeurs étrangères aux valeurs claniques. Ne peut être *abbaan* l'honnête homme du XVIII<sup>ème</sup> siècle ou l'ancien tel que l'évoque encore l'anthropologie coloniale. Il doit être riche et disposer des ressources symboliques et matérielles nécessaires à sa reconnaissance d'abord par les siens puis par les autres. Il lui faut d'emblée s'inscrire dans cet univers violent et commercialisé qu'est devenue Mogadiscio, où il doit imprimer sa marque d'une manière ou d'une autre, en se comportant comme le garant du droit ou au contraire comme un prédateur redoutable.